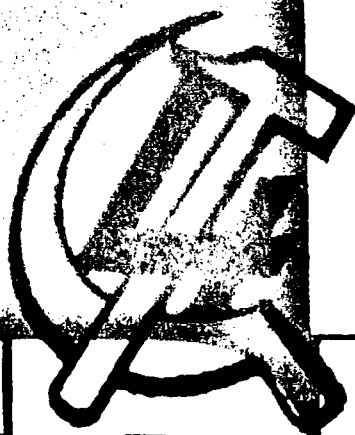


Numéro 566

Mars 1975



# VERITE

organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste  
(pour la reconstruction de la 4<sup>e</sup> Internationale)

**LA QUESTION CENTRALE :  
LE FRONT UNIQUE OUVRIER**

**VERS L'EXPLOSION  
REVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE**

## TABLE DES MATIERES

La question centrale : le front unique ouvrier, vaincre la division par <b>Roger Ducros</b> .....	p. 1
Réponse à quelques objections sur le front unique ouvrier et le gou- vernement PS-PCF sans ministres bourgeois, par <b>Charles Berg</b> .....	p. 20
Le combat politique, le plan de développement de l'OCI, par <b>Marc Lacaze</b>	p. 30
Défense de la IV <sup>e</sup> Internationale, par <b>François Forgeue</b> .....	p. 44
Réponse de <b>Stéphane Just</b> à la Conférence européenne .....	p. 50
La révolution portugaise du 28 septembre 1974 à février 1975, par <b>Jacques Meyrand</b> .....	p. 67
Vers l'explosion révolutionnaire en Espagne, par <b>Etienne Laurent</b> .....	p. 79
 <b>Comptes rendus</b>	
Les marxistes contre l'autogestion .....	p. 121
« Portugal : l'aube de la liberté » .....	p. 124

# VERS L'EXPLOSION REVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE

par Etienne LAURENT

Depuis l'été 1974, l'Espagne occupe une nouvelle fois une situation stratégique dans le front de la lutte des classes internationale en Europe et dans le monde. L'ouverture, le 25 avril, de la première phase de la révolution prolétarienne au Portugal, la maladie de Franco et la désagrégation visible du régime franquiste, les combats engagés par la classe ouvrière d'Espagne depuis l'été, à Valladolid, à la SEAT, à Pampelune, dans le Pays basque et à Bilbao, ont conduit la classe ouvrière européenne et mondiale d'un côté, l'ensemble des forces intéressées au maintien de l'ordre bourgeois de l'autre, à centrer leur attention sur l'Espagne. Après plus de trente-cinq ans, celle-ci se trouve une fois de plus placée dans la situation d'enjeu immédiat et central dans le combat de classe mondial.

Les rapports politiques entre les classes ne se réduisent pas, tant s'en faut, aux rapports sociaux de production sur lesquels ils sont assis.

Ils sont faits également de grandes expériences — des défaites et des victoires — qui jalonnent depuis plus d'un siècle l'histoire de l'affrontement entre la classe ouvrière mondiale dans tel ou tel de ses secteurs et la bourgeoisie.

La défaite sanglante du prolétariat d'Espagne en 1938-1939 a constitué l'un des moments les plus noirs de la classe ouvrière de toute l'Europe et représenté l'un des points les plus poussés de son recul face à l'impérialisme et au stalinisme. Cette défaite conditionnait l'ouverture de la deuxième guerre mondiale. C'est elle qui venait, ensemble avec la défaite de la classe ouvrière française au même moment, consolider définitivement la situation née de la défaite sans combat infligée grâce à Staline au prolétariat allemand en 1933.

Jusqu'à la chute de Barcelone, la classe ouvrière européenne a vu dans le combat de la classe ouvrière d'Espagne un élément central par rapport auquel continuer à ordonner

sa lutte contre la bourgeoisie dans chaque pays et contre l'avance de la guerre impérialiste. Avec la chute de Barcelone, c'est la voie à la barbarie impérialiste de la deuxième guerre mondiale qui se trouve définitivement ouverte.

La défaite de 1938-1939 n'est pas encore effacée. Le souvenir de cette défaite et l'existence de la dictature haïe pèsent toujours d'un poids indiscutable dans les rapports mondiaux entre les classes. L'effondrement du régime, le démantèlement de toutes les institutions de la dictature militaro-corporatiste, le surgissement de la classe ouvrière et des masses au-devant de la scène politique constitueront des faits qui viendront électriser la classe ouvrière mondiale tout entière, et en premier lieu celle d'Europe, tant à l'Est qu'à l'Ouest.

C'est pour cette raison que l'impérialisme mondial et la bourgeoisie espagnole d'une part, l'appareil du Kremlin et le PC d'Espagne de l'autre, bandent toutes les énergies pour prévenir, ou tout au moins pour retarder, ce moment. Ils savent que la chute de Franco représentera un bond en avant dans la progression de la révolution en Europe.

C'est dans cette perspective que cet article voudrait rappeler tout l'enjeu de la révolution espagnole et analyser quelques-uns des traits historiques nationaux spécifiques qui viendront modeler son caractère original.

## **Les responsabilités de la défaite de 1938-1939**

Pour apprécier l'enjeu de la révolution espagnole, il est nécessaire, même aujourd'hui, de commencer par définir à grands traits le contenu des événements de 1936 et la place tenue par les uns et par les autres dans la préparation de l'écrasement de 1938-1939.

C'est si vrai que Santiago Carrillo, pratiquement dès les premières pages de ses récents *Entretiens* avec Régis Debray et Max Gallo, saisit la première occasion offerte pour chercher, presque quarante ans après 1936 à brouiller les cartes aussi habilement qu'il peut par rapport à l'enjeu central de la révolution et de la guerre d'Espagne.

Dans *Leçons d'Espagne : dernier avertissement*, Trotsky écrivait en décembre 1937, en conclusion de son analyse :

*« Ainsi, sur le territoire de l'Espagne, deux programmes irréductibles se sont affrontés. D'une part, le programme du salut à tout prix de la propriété privée contre le prolétariat, et dans la mesure du possible du salut de la démocratie contre Franco. D'autre part, le programme de l'anéantissement de la propriété privée au moyen de la conquête du pouvoir par le prolétariat. (...) »*

*« La révolution espagnole montre une nouvelle fois qu'il est impossible de défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par des méthodes de réaction fascistes. Et inversement, il est impossible de mener une véritable lutte contre le fascisme autrement que par les méthodes de la révolution prolétarienne. »*

Parfaitement conscient que c'est là que se situe la question clef — celle de 1936 d'abord, mais aussi, dans les conditions précises que nul ne connaît encore, celle de la révolution espagnole de demain —, Carrillo répond, en truquant, à Trotsky :

*« Nous savions très bien, à l'époque, que nous allions vers l'affrontement avec les forces de l'oligarchie financière et foncière. Et quand la guerre a commencé en Espagne, aussitôt a commencé une révolution. Toute cette discussion soulevée par les trotskystes — « gagner la guerre ou faire la révolution » — était une discussion absurde, n'ayant aucun rapport avec la réalité car, en Espa-*

*gne, la réponse au soulèvement fasciste, c'a été la prise des usines, des entreprises, des propriétés, la réforme agraire, la distribution des terres aux paysans, la création d'une nouvelle armée populaire, la création d'une nouvelle magistrature, d'une nouvelle police, d'un nouvel Etat. A cette époque, la révolution se faisait en même temps que la guerre. Nous conservions le Parlement (où il ne restait plus que les représentants des forces populaires, les autres étaient partis), nous conservions les institutions de la République, mais nous avions un gouvernement populaire dirigé par un socialiste : les ouvriers administraient les usines. La première révolution démocratique populaire, c'est en Espagne qu'on a commencé à la faire. Seulement, nous avons conservé quelques formes de l'ancien régime parce qu'elles correspondaient aux traits nationaux spécifiques de cette révolution et parce que, du point de vue de la politique internationale, c'était bien ainsi. »*

A lire Carrillo, on croirait que c'est pacifiquement et pour la durée de la guerre qu'ont coexisté le mouvement comportant « la prise des usines, des entreprises, des propriétés » et celui assurant le maintien du « Parlement », des « institutions de la République », des « quelques formes de l'ancien régime ». On croirait qu'il s'agirait là d'éléments appartenant à une seule et même orientation politique.

Carrillo ment. Il n'y a qu'à ouvrir les livres écrits sur la guerre civile et la victoire du régime franquiste pour trouver les preuves de l'affrontement brutal — au prix de la vie de Nin, Berneri et de l'avant-garde organisée dans les rangs du POUM et des anarchistes, au prix surtout de la défaite et de la révolution et de la guerre face à Franco — entre les deux orientations définies par Trotsky. Pour ceux qui considéreraient les analyses documentées de F. Morrow ou de P. Broué comme

étant « faussées » par leurs positions trotskystes, ou celles d'Orwell de Cruells, de Borkenau comme marquées par des sympathies poumistes ou anarchistes, il leur suffit d'ouvrir le livre d'Hernandez, dirigeant du PCE, ministre de l'Education du gouvernement de front populaire, celui de Brenan, celui de Max Gallo lui-même (pourant disposé aujourd'hui à converser poliment avec Carrillo).

La classe ouvrière et les masses d'Espagne ont été écrasées parce qu'elles avaient subi préalablement aux mains des gouvernements de front populaire (en particulier celui présidé par Negrin) une défaite politique et même physique dont la portée demeure vitale. Le camp républicain a été le théâtre de ce que tous les historiens sont contraints d'appeler une véritable contre-révolution.

Carrillo ment : au nom précisément de l'idée répétée maintes fois par Diaz — « nous ne pouvons faire la révolution si nous ne gagnons d'abord la guerre, ce qu'il faut, c'est d'abord gagner la guerre » —, la classe ouvrière et les masses se sont vues refoulées de leurs positions en même temps que l'Etat bourgeois et ses institutions répressives étaient reconstruites.

La riposte des travailleurs et des masses, à la campagne comme dans les villes, au coup d'Etat du 18 juillet 1936 a comporté partout l'attaque directe contre les rapports de propriété et de production capitalistes et un début de mise en place d'organes de pouvoir ouvrier. Ainsi que Carrillo est obligé de le reconnaître, les usines, les entreprises, les propriétés ont été prises. Mais ce n'est pas tout. Ainsi que l'a analysé Pierre Broué :

*« Au soir du 20 juillet, sauf quelques exceptions, la situation est clarifiée. Ou bien les militaires ont vaincu (...), ou bien le soulèvement militaire a échoué, et les autorités*

de l'Etat républicain ont été balayées par les ouvriers qui ont mené le combat sous la direction de leurs organisations regroupées dans des "comités" qui s'attribuent, avec leur consentement et l'appui des travailleurs en armes, tout le pouvoir et s'attaquent à la transformation de la société. L'initiative de la contre-révolution a déclenché la révolution. (...) C'est l'affaire des comités que G. Munis, par une expression saisissante, appelle les "comités-gouvernement" (comites-gobierno). L'Espagne qui a rejeté l'entreprise des généraux en est couverte : comités populaires de guerre ou de défense, comités révolutionnaires, exécutifs, antifascistes, comités ouvriers, comités de salut public exercent partout le pouvoir à l'échelon local. Ils ont été désignés de mille et une façons, parfois élus dans les entreprises ou dans des assemblées générales, parfois désignés par les organisations ouvrières, partis et syndicats, avec ou sans négociation. A l'échelon local, ils sont étroitement contrôlés par une "base" qui les pousse plus souvent qu'ils ne la dirigent. Partout, en tout cas, syndicats et partis y sont représentés en tant que tels dans des proportions qui varient suivant leur influence ou la politique de l'organisation numériquement dominante. Tous, au lendemain de l'écrasement du soulèvement militaire, se sont attribués, avec le consentement ou sous la pression des masses ouvrières et paysannes, toutes les fonctions législatives et exécutives. » (1)

La formation des comités dans de telles conditions plaçait la question de leur fédération immédiatement à l'ordre du jour. Elle exprimait le fait qu'en Espagne l'enjeu effectif de la guerre civile était la victoire ou la

(1) P. Broué. La révolution espagnole, 1931-1939, Flammarion, pp. 70-71. Le texte, cité plus bas, de la lettre de Staline à Largo Caballero s'y trouve publié in extenso en annexe, pp. 145-147.

défaite de la révolution prolétarienne.

Passés depuis 1933 définitivement du côté de l'ordre bourgeois, usurpateurs du pouvoir de la classe ouvrière en écrasant férocelement les militants d'octobre 1917 et les masses en URSS, en dénaturant, puis en liquidant le parti de Lénine, déjà obligés de répondre de la défaite allemande devant le prolétariat mondial, Staline et la bureaucratie du Kremlin ne pouvaient voir là qu'une menace mortelle pour leur existence politique. C'est de façon complète qu'ils engagent la bataille pour faire reculer la révolution espagnole et faire rentrer son torrent, de nouveau, dans les limites de la propriété privée et de l'Etat bourgeois, fût-ce au prix de l'écrasement des masses par les généraux fascistes et leurs alliés allemands et italiens.

Leur premier acte de guerre, dirigé également contre la classe ouvrière française et la grève générale qui n'est toujours pas complètement terminée, se situe en URSS même. Il s'agit de l'ouverture, en août 1936 de la première vague des procès de Moscou, bientôt suivie par une seconde en janvier 1937, dont la nouvelle et le contenu devaient semer l'effroi, la division et le désarroi le plus profond dans les rangs des travailleurs d'avant-garde en Espagne.

Puis sont venus, sur la ligne du renforcement de l'alliance avec la bourgeoisie — représentée pourtant seulement par son ombre dans le camp républicain — et de la défense de la propriété privée, les célèbres "conseils" de Staline à Caballero

« La révolution espagnole s'ouvre des voies qui, par bien des aspects, diffèrent du chemin parcouru par la Russie. Ils déterminent de cette façon la différence des prémisses dans l'ordre social, historique et géographique, les exigences de la situation internationale, différentes de celles que rencontrait la révolution russe. Il est très possible que la voie prolétarienne se révèle comme un pro-

cedé de développement révolutionnaire plus efficace en Espagne qu'elle ne le fut en Russie. (...)

« Quatre conseils amicaux que nous soumettons à votre discrétion :

« 1. Il conviendrait d'accorder de l'attention aux paysans, qui ont un grand poids dans un pays agraire comme l'Espagne. Il serait souhaitable de promulguer des décrets de caractère agraire et fiscal qui satisfassent leurs intérêts. (...)

« 2. Il conviendrait d'attirer aux côtés du gouvernement la bourgeoisie urbaine petite et moyenne, ou, en tout cas, de lui donner la possibilité d'adopter une attitude de neutralité favorable au gouvernement, en la protégeant contre toute confiscation et en lui assurant dans la mesure du possible la liberté du commerce.

« 3. Il ne faut pas repousser les dirigeants des partis républicains, mais, au contraire, les attirer, se rapprocher d'eux et les associer à l'effort commun du gouvernement. Il est en particulier nécessaire d'assurer au gouvernement l'appui d'Azaña et de son groupe, en faisant tout ce qu'il est possible de faire pour les aider à surmonter leurs hésitations. Cela est également nécessaire pour empêcher que les ennemis de la République ne voient en elle une république communiste, et pour empêcher ainsi leur intervention déclarée, ce qui constitue le plus grand péril pour l'Espagne républicaine.

« 4. On pourrait saisir l'occasion pour déclarer dans la presse que le gouvernement de l'Espagne ne tolérera pas que qui que ce soit porte atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers en Espagne, des citoyens des pays qui n'appuient pas les fascistes. »

Sur cette ligne, orchestrées par l'arrière-plan des procès de Moscou, sont venues la mise en place du Guépéou en Espagne, l'organisation de la provocation à Barcelone en mai 1937, l'ouverture de la répression sanglante contre l'avant-garde de la

classe ouvrière, le rassemblement en un mot de l'ensemble des conditions qui ne pouvaient que paralyser la classe ouvrière et les masses dans leur lutte contre Franco, leur donner de façon croissante le sentiment de l'écoeurement et de la défaite. Comme l'a écrit Trotsky :

« La force dynamique de la révolution consistait précisément dans cet espoir des masses en un avenir meilleur. Mais Messieurs les Républicains ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour touter aux pieds, souiller ou même noyer dans le sang les plus chères espérances des masses opprimées. Le résultat — nous avons pu le voir au cours des deux dernières années — en a été une méfiance et une haine grandissante des paysans républicains. Un désespoir ou une morne indifférence a graduellement remplacé l'enthousiasme révolutionnaire et l'esprit de sacrifice. Les masses ont tourné le dos à ceux qui les ont dupées ou piétinées. C'est la raison première de la défaite des troupes républicaines. »

Dans cette défaite, la première responsabilité incombe à Staline et à l'appareil stalinien du Komintern. Mais la responsabilité des socialistes et des anarchistes n'est pas moindre. Ce sont eux qui ont ouvert la voie à la montée du stalinisme dans le camp républicain :

« Non seulement les socialistes, mais encore les anarchistes ne se sont pas opposés sérieusement au programme stalinien. Ils avaient eux-mêmes peur de la rupture avec la bourgeoisie. Ils étaient mortellement effrayés de chaque offensive révolutionnaire des ouvriers. Staline, avec ses armes et son ultimatum contre-révolutionnaire, fut pour tous ces groupes le sauveur. Il leur assurait ce qu'ils espéraient : la victoire militaire sur Franco et, en même temps, les affranchissait de toute responsabilité sur la marche de la révolution.

« Quand les ouvriers et les pay-

*sans entrant dans la voie de leur révolution, c'est-à-dire s'emparent des usines, de la propriété foncière et chassent les anciens propriétaires, prennent le pouvoir par endroits, alors la contre-révolution bourgeoise-démocratique, stalinienne ou fasciste (tout se vaut) n'a plus d'autre moyen d'arrêter ce mouvement que par la violence sanglante, le mensonge et la tromperie. L'avantage de la clique stalinienne dans cette voie consistait en ce qu'elle a immédiatement entrepris d'appliquer des méthodes qui dépassaient Azaña, Companys, Negrin et leurs autres alliés de gauche. »*

### **1939 : une victoire au compte de la bourgeoisie mondiale**

La victoire acquise par Franco dans ces conditions l'était au compte de la bourgeoisie mondiale tout entière. En écrasant le prolétariat d'Espagne dans le sang, en liquidant physiquement des centaines de milliers de cadres et militants ouvriers en détruisant ses organisations politiques et syndicales, Franco venait assurer la défense du front de classe de la bourgeoisie internationale dans l'un de ses maillons jusqu'alors les plus fragiles. Sa victoire consolidait définitivement la dictature encore mal assise de Salazar au Portugal et donnait à la bourgeoisie mondiale et à la bureaucratie du Kremlin la garantie que, pour une longue période, leur flanc était gardé, et même bien gardé sur toute l'étendue de la péninsule ibérique et l'extrémité occidentale du bassin méditerranéen.

Telle est l'appréciation qui a commandé, au cours de la deuxième guerre mondiale, l'attitude aussi bien d'Hitler que de Churchill. L'un comme l'autre ont soigneusement et constamment subordonné la question de l'alignement ou non de l'Espagne franquiste dans l'un ou l'autre des deux camps belligérants à la question de la préservation de l'acquis

international pour la bourgeoisie que représentait son existence.

C'est ainsi qu'Hitler, tout en appréciant de façon toujours plus claire le double jeu de Franco à son égard, s'est finalement gardé d'exercer une pression démesurée sur lui et son régime. Quelle que soit l'issue de la guerre et son sort personnel les exigences du combat mondial de la bourgeoisie contre le prolétariat lui conseillaient d'agir de façon à ce que Franco lui survive.

Churchill de son côté a suivi personnellement, avec une attention toute particulière, l'évolution du régime franquiste au cours des années 1940-1944. Stratège émérite de la bourgeoisie dans la guerre de classes, ne perdant jamais de vue, même au plus fort de la tourmente impérialiste, que l'ennemi principal demeurait le prolétariat, conscient, plus que tout homme politique dans le camp des « puissances démocratiques », que la guerre impérialiste se transformerait nécessairement en guerre civile, il lui importait que Franco tienne sans défaillance le front de classe bourgeois dans la péninsule ibérique. Il a envoyé ainsi auprès de Franco l'un des diplomates les plus chevronnés de ses services, Samuel Hoare, et s'est également servi de Salazar, chef d'Etat d'un pays « ami » par excellence de la Grande-Bretagne, pour établir des relations avec le dictateur espagnol et lui prodiguer conseils politiques et assistance matérielle.

Les bases politiques et sociales précises de la dictature franquiste, que nous examinerons plus bas, rendaient ces conseils aisés à comprendre et à suivre. En 1943, Franco ajustait sa position de « non belligérance » avec alignement politique sur l'axe à celle, plus nette, de la « neutralité ». Le 2 mai 1944, il signait avec les Anglo-Saxons les accords économiques que lui proposait Churchill et permettait à celui-ci de définir dans un discours aux Communes

## Impérialisme et stalinisme contre le prolétariat d'Espagne

le 24 mai, dans toute sa plénitude, quelle devait être, selon lui, la place de l'Espagne franquiste dans le monde « d'après guerre ».

D'abord, d'une phrase, il absout le franquisme pour sa politique de non-belligérance aux côtés de l'Axe en déclarant, à propos des périodes délicates de l'été 1940 ou du débarquement en Afrique du Nord : « Je n'oublierai jamais l'immense service que l'Espagne prête alors, non seulement au Royaume-Uni et à la communauté britannique, mais aussi à la cause des Nations unies. »

Churchill poursuit et précise : « Je n'ai aucune sympathie pour ceux qui considèrent intelligent et amusant d'injurier le gouvernement espagnol chaque fois que l'occasion s'en présente. » Puis vient la conclusion, dénuée de toute équivoque : « Puisque je dis ici, aujourd'hui, des paroles aimables à l'égard de l'Espagne, laissez-moi ajouter qu'elle sera un facteur puissant de paix dans la Méditerranée après la guerre. Les problèmes de politique intérieure de l'Espagne ne regardent que les Espagnols seuls. Il ne nous appartient pas de nous immiscer dans ses affaires. »

Le point de vue de Staline était bien entendu identique. Il n'entendait pas que ce soit en vain, ni pour une brève durée seulement, qu'il se soit fait — moyennant son contrôle sur le PC d'Espagne, l'envoi des émissaires du Komintern et les agents du Guépéou, l'impulsion de la politique de front populaire, l'assassinat de Nin, de Berneri et de leurs camarades — l'artisan de l'écrasement du prolétariat d'Espagne et le fourrier du fascisme franquiste.

A Téhéran, puis en marge de la Conférence de Yalta, Staline souscrit aux positions de Churchill et accepte d'aider la bourgeoisie, au nom de la « non-ingérence » dans les affaires intérieures de l'Espagne, à verrouiller la situation politique et à fermer toute issue au prolétariat.

Il faut attendre le communiqué final de la Conférence de Postdam (juillet-août 1945), où Atlee remplace Churchill balayé par la classe ouvrière britannique aux élections générales de juin 1945, pour qu'apparaisse l'affirmation absolument platonique, concession purement verbale à l'égard des militants travaillistes, selon laquelle les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS « ne donnent pas leur appui à une demande d'admission (à l'ONU) qui serait présentée par le gouvernement espagnol actuel, lequel, ayant été fondé avec l'appui des puissances de l'Axe, ne possède pas, en raison de ses origines, de sa nature et de son association étroite avec les pays agresseurs, les titres nécessaires pour faire partie de l'Organisation des Nations unies ».

Lorsque l'Assemblée Générale de l'ONU, après de longs atermoiements, finira le 13 décembre 1946 par placer à son ordre du jour la question de l'Espagne, ce sera pour affirmer que « si dans un laps de temps raisonnable, il n'a pas été établi un gouvernement dont l'autorité émane du consentement des gouvernés (...), le Conseil de sécurité étudiera les mesures nécessaires pour remédier à la situation ». En attendant, il est simplement recommandé aux nations membres de l'organisation de retirer leurs ambassadeurs de Madrid. Mesure symbolique qui ne coûte pas cher aux gouvernements concernés.

En fait, rien ne permet de mieux saisir la place assignée à Franco par la bourgeoisie impérialiste et la bureaucratie du Kremlin, que la politique suivie par l'une et l'autre de 1944 à 1947. De la part du stalinisme, elle a le sens de venir parachever l'écrasement politique précédemment acquis par la politique de front populaire. Dans les bagnes,



les usines, les maquis, des dizaines de milliers de travailleurs et militants, rescapés de 1939, ayant souvent poursuivi en France le combat contre le fascisme au cours de la guerre mondiale, avaient placé tous les espoirs dans la mise en œuvre d'une politique internationale résolue pour abattre le franquisme (2).

C'était là faire preuve d'une incompréhension complète et tragique de la nature du stalinisme. Employé à endiguer la vague révolutionnaire en Europe, à organiser la division de l'Allemagne, il fallait à Staline asséner coûte que coûte de nouveaux coups à la classe ouvrière d'Espagne et lui signifier que rien n'allait, ne devait changer.

La politique dite du « charbon polonais » ne date pas de 1970. Elle a une histoire qui remonte à 1936 et fut reconfirmée pleinement en 1945-1946. De cette date à aujourd'hui, la politique du stalinisme n'a pas varié d'un pouce dans sa ligne de fond. Le seul élément nouveau, c'est qu'étant parvenue à modifier ses relations avec la bourgeoisie après un long combat obscur sur la base de ses propres forces, la classe ouvrière d'Espagne n'est plus disposée à accepter dans les mêmes conditions qu'autrefois les aspects les plus voyants de la politique du stalinisme et commence à s'en détacher. C'est là un fait de taille, mais il concerne les relations internes à la classe ouvrière espagnole et mondiale, entre elle-même et la bureaucratie, et non pas en aucune manière, les buts poursuivis par celle-ci.

La « nuit noire » du franquisme fut de courte durée. Rapidement, en relation avec l'organisation de la contre-offensive de l'impérialisme contre les positions mondiales de la

(2) On trouvera dans le livre de Max Gallo, *Histoire de l'Espagne franquiste*, Marabout, 1969, au tome 1, pp. 143-237, tous les éléments à l'appui de cette affirmation.

classe ouvrière, dont la « guerre froide » fut une réfraction déformée, l'Espagne franquiste se voit réintégrée dans le « concert des nations », sous le parrainage, dorénavant, de la bourgeoisie américaine. En août 1950, ce sont les premières mesures d'aide économique ; le 4 novembre 1950, la résolution de décembre 1946 est annulée à l'ONU ; le 15 janvier 1951, ce sont les premiers contacts politiques avec les Etats-Unis ; le 26 septembre 1953, un mois après le nouveau Concordat, c'est le Pacte de Madrid qui est signé entre l'impérialisme américain et le bourreau du prolétariat d'Espagne. Staline peut mourir tranquille, en Espagne la paix des cimetières règne, avec l'appui international unanime.

L'aile droite du P.S.O.E., derrière Prieto, le vieil allié des stalinistes de 1937-1938, a pleinement tenu sa place dans la mise en œuvre de cette politique. Pour le P.S.O.E., ne bénéficiant pas de l'appui d'un appareil international comparable à celui du stalinisme, la note sera très chère : à savoir presque vingt ans de profonde stagnation et repli. C'est là une leçon que certains militants socialistes méritent à juste titre aujourd'hui.

### L'importance d'une caractérisation sociale correcte de l'Espagne

Le fait que l'Espagne franquiste constitue depuis 1939 une pièce maîtresse dans le dispositif de défense de l'ordre bourgeois en Europe et que le régime de Franco ait été invité à s'intégrer dans les combinaisons politiques successives échafaudées à l'échelle internationale par la bourgeoisie contre le prolétariat, n'efface en rien les traits spécifiques d'arriération politique, sociale et culturelle de l'Espagne.

Analysant la forme particulière de participation de la Russie tsariste à l'Entente et par là, à la première guerre mondiale, Trotsky notait que

cette participation « avait un caractère mal défini, intermédiaire entre la participation de la France et de la Chine ». D'un côté « la Russie, en qualité de grande puissance, ne pouvait pas s'abstenir de participer à la mêlée des pays capitalistes plus avancés », mais cette participation ne diminuait en rien les traits toujours plus accentués de « compradorisme » de l'autocratie et de la bourgeoisie russes, ni le fait que « l'une et l'autre vivaient et subsistaient de leur liaison avec l'impérialisme étranger, le servaient et ne pouvaient tenir sans s'appuyer sur lui ».

La place de l'Espagne franquiste dans la chaîne de la domination impérialiste mondiale est, par bien des égards, analogue. Pas plus son rôle dans le maintien de l'ordre bourgeois en Europe que la croissance économique que l'économie espagnole a connue sous l'impulsion et à l'ombre du capital financier international depuis 1960 n'ont pu faire de l'Espagne un pays où se serait constituée, comme l'a prétendu Claudin, « une situation sociale typique des pays capitalistes développés » (3) ou encore, comme d'autres le sou-

(3) La position exacte de Claudin se trouve dans *Accion Comunista*, n° 7, 1966, où il écrivait :

« En Espagne, une structure sociale typique des pays capitalistes développés est en voie de constitution rapide (...); le système politique fasciste s'est transformé par voie de conséquence en frein à la nouvelle dynamique capitaliste (...); il existe la possibilité de ce qu'une forme déterminée de « démocratie » bourgeoise vienne consolider les résultats acquis et assurer plus sûrement la poursuite du développement par la voie du capitalisme monopoliste (...); la crise actuelle des formes politiques franquistes n'est pas l'expression de la crise du capitalisme espagnol, mais de cette phase de maturité dynamique à laquelle il est parvenu. »

Dès 1965, nous avons réfuté, avec

tiennent, un pays auquel le franquisme aurait « fait franchir l'étape de révolution démocratique bourgeoise » (4).

La question est de taille et possède de très importantes conséquences politiques. Elle commande toujours pour une part la caractérisation de la révolution à venir en Espagne et détermine le contenu et l'enchaînement précis des groupes d'ordre de transition à lancer par le groupe trotskyste en construction. Ce n'est pas par hasard que de toutes parts on cherche de nouveau à l'obscurcir à souhait. Plus que jamais, il faut donc donner une caractérisation politique et sociale précise de l'Etat et de la bourgeoisie espagnols.

En 1936-1937 en Espagne, rappelle Trotsky, « dans le camp républicain, deux doctrines se sont affrontées : le bolchevisme et le menchevisme. Selon la conception des socialistes et des stalinistes, c'est-à-dire les mencheviks de la première et de la seconde levée, la révolution espagnole ne devait résoudre que des tâches démocratiques, c'est pourquoi il était nécessaire de faire le front

l'ensemble des éléments nécessaires, cette prétendue « maturité dynamique ». Voir E. Laurent, *Les contradictions de l'économie espagnole*, *La Vérité*, n° 529, juin-juillet 1965.

(4) C'est là le point de vue absurde qu'est venu soutenir, sur la base d'une interprétation fautive de la notion de révolution démocratique bourgeoise, un article de Miguel Vinas : « *Franquisme et révolution bourgeoise* » dans *Horizonte Espanol*, 1972, Ruedo Iberico, tome III. La réfutation de la rédaction de Ruedo Iberico est tout aussi fautive, car elle soutient que la révolution démocratique bourgeoise a été réalisée dès 1850 en Espagne, ce qui est un non-sens. Chez les auteurs français, G. Hermet, dans *L'Espagne de Franco*, Armand Colin, 1974, et dans ses articles du *Monde diplomatique*, a cherché à défendre le même point de vue que Vinas.

unique avec la bourgeoisie « démocratique ». Toute tentative du prolétariat de sortir des cadres de la démocratie bourgeoise était, de ce point de vue, non seulement prématurée, mais encore funeste. (...)

« Le point de vue bolchevique, exprimé de façon achevée seulement par la jeune section de la IV<sup>e</sup> Internationale, procède de la théorie de la révolution permanente, à savoir que même des tâches purement démocratiques, telles que la liquidation de la propriété foncière semi-féodale, ne peuvent être résolues sans la conquête du pouvoir par le prolétariat ; cela, à son tour, met à l'ordre du jour la révolution socialiste. D'ailleurs, les ouvriers espagnols eux-mêmes, dès les premiers pas de la révolution, posèrent pratiquement des tâches non seulement démocratiques, mais encore purement socialistes. Exiger de ne pas sortir des limites de la démocratie bourgeoise, c'est en fait non pas feindre la révolution démocratique, mais y renoncer. C'est seulement par le renversement des rapports sociaux à la campagne qu'on peut faire du paysan masse principale de la population, un rempart puissant contre le fascisme. »

Demain, ces deux conceptions seront appelées de nouveau à s'affronter en Espagne. Le contexte international et le rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale sont très différents de ce qu'ils furent en 1936. Mais les termes de l'alternative seront dans leur essence les mêmes : les bases économiques et sociales de la domination de classe se sont seulement modifiées de façon très limitée au cours des derniers trente-cinq ans. L'Espagne demeure un pays où les tâches démocratiques bourgeoises n'ont jamais été accomplies et la bourgeoisie espagnole se présente plus que jamais, après les années de « miracle économique », comme une bourgeoisie à demi comprador de la finance étrangère.

## La capitulation de la bourgeoisie espagnole devant ses tâches historiques

Ce n'est pas le lieu ici de retracer en détail le mouvement de l'histoire sociale et politique de l'Espagne. Celle-ci, on le sait, a commencé par connaître aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles une période de grande floraison, d'avance sur d'autres parties de l'Europe et de domination mondiale. Mais la disposition des classes sociales à l'intérieur de l'Espagne a déterminé le fait que « la découverte de l'Amérique, qui avait d'abord fortifié et enrichi l'Espagne, se retourne ensuite contre elle ».

C'est la grande propriété foncière de Castille, d'Estremadoure et d'Andalousie en effet, encore tout fraîchement concentrée (à l'occasion de la « reconquête ») entre les mains de l'aristocratie féodale, des ordres militaires et de l'Eglise, qui a constitué, aux dépens des villes et de la bourgeoisie commerciale, la base de l'Etat centralisé édifié par Charles Quint et Philippe II.

Le malheur pour l'Espagne, c'est que tout en conduisant le pays vers un état de « féodalité bourgeoise » caractérisée par Marx comme « la putréfaction lente et sans gloire », l'ancienne domination coloniale et les vestiges auxquels elle fut réduite après le double choc de l'invasion napoléonienne et des guerres d'indépendance en Amérique du Sud, ont néanmoins permis à la monarchie, l'aristocratie et l'Eglise de garder des forces suffisantes pour élever dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle de puissants obstacles au développement de l'industrie et de la bourgeoisie libérale.

Ce retard a eu pour conséquence directe à son tour de déclencher les mécanismes sociaux et politiques fondamentaux dont la théorie de la révolution permanente, élaborée pour

la première fois par Marx à la lumière du bilan des révolutions de 1848, est seule à rendre compte. La faiblesse de la bourgeoisie industrielle l'a conduit à renoncer, par peur de l'action autonome des masses et hésitation devant l'ampleur des bouleversements à entreprendre, à s'engager dans une tentative tant soit peu sérieuse de mener à bien la révolution démocratique bourgeoise et les tâches qui lui correspondent.

Dans le cas de l'Espagne, c'est sur une période, non de trois, mais de presque vingt ans (dont la longueur traduit le degré de décomposition de la société et le commun dénominateur de faiblesse sociale et politique de l'ensemble des classes protagonistes), que se joue la capitulation définitive de la bourgeoisie devant ses tâches historiques. A la suite d'une longue phase de désagrégation de la monarchie et de l'ordre traditionnel dont les débuts se situent dans les événements analysés par Marx en 1854, la royauté, en la personne d'Isabelle II, tombe par pur épuisement. Après une courte phase de « monarchie sans roi », puis de « monarchie constitutionnelle », la première République (de type fédéral) est proclamée en 1873 par Pi y Margall. Elle durera à peine plus d'un an. En 1874, un coup d'Etat militaire viendra restaurer la monarchie et mettra fin par les moyens de la contre-révolution, pratiquement sans opposition de la bourgeoisie libérale, à une expérience que l'écrasante majorité des membres des classes dominantes est prête d'un commun accord à condamner.

### **Le spectre d'une révolution agraire venant se conjuguer avec l'action propre du prolétariat**

Les fondements de cette unanimité, qui va l'emporter dorénavant sur les divergences d'intérêts pcurtant aussi

profondes qu'avant entre les grands propriétaires libre-échangistes, disposés à remettre l'exploitation du sol et du sous-sol espagnol au capital étranger, et les entrepreneurs industriels protectionnistes de Catalogne et du pays basque, ne sont pas difficiles à définir. Il s'agit de la peur commune du prolétariat et des masses paysannes et la volonté de resserrer les rangs pour défendre l'ordre et la propriété privée.

Car les années 1854-1874 avaient vu la classe ouvrière et les paysans se frayer un chemin dans les brèches couvertes par la désagrégation de la monarchie et les luttes intestines des différentes fractions de la classe dominante.

1855 est l'année de la première grève générale du mouvement ouvrier d'Espagne. Elle a lieu à Barcelone, dure dix jours, entraîne 40 000 travailleurs dans la lutte et comporte des chocs armés où le président en personne de l'Institut industriel de Catalogne, c'est-à-dire l'organisme central du patronat catalan, trouve la mort. Les zones d'ondes créées par le pas ainsi franchi dans le développement du mouvement ouvrier espagnol s'étendent à Saragosse et à Valence, plus tard dans le pays basque. Pour la bourgeoisie de Catalogne, seul secteur susceptible d'engager un combat sérieux pour abattre la monarchie parasitaire et les structures latifundistes de Castille, d'Estremadure et d'Andalousie, l'avertissement est déjà de taille. Mais ses velléités révolutionnaires sont définitivement refroidies lorsqu'une timide loi de mise en vente des grands domaines nobiliaires en main-morte conduit les paysans sans terre et ouvriers agricoles de Castille, d'Estremadoure et d'Andalousie à se mettre en mouvement.

A partir de 1856, en effet, les régions centrale et méridionale de l'Espagne sont le foyer de mouvements de rébellion paysanne persistants et profonds, dans lesquels le

meuvement anarchiste prend bientôt racine. L'année 1861 voit la formation d'une armée de libération paysanne qui institue pendant plusieurs semaines un gouvernement provisoire républicain à Loja en Andalousie, et procède au partage des grands domaines. Les paysans seront écrasés, mais poursuivent leur combat en Andalousie sous la forme d'une guerre de guérilla qui ne s'éteindra plus jamais complètement avant qu'elle ne fusionne dans la montée révolutionnaire de 1931.

La bourgeoisie industrielle de Catalogne et de toute l'Espagne est prévenue. Entreprendre la lutte à fond contre la monarchie, l'Eglise et l'aristocratie foncière, c'est déclencher à peu près sûrement la révolution agraire, c'est appeler à la lutte, explicitement ou non, des centaines de milliers de paysans sans terre, c'est menacer par là même la structure de la propriété privée dans son ensemble.

Quelle que soit sa compréhension de l'obstacle posé au développement de l'industrie par la persistance du latifundium et des structures sociales et politiques qui lui correspondent, la bourgeoisie se refuse à faire un pas de plus en avant dans une telle voie. On la comprend. A partir de 1865, en effet le mouvement ouvrier espagnol est en pleine ascension et opère pleinement sa jonction avec le mouvement ouvrier international. En 1868, une délégation espagnole assiste au congrès de Bruxelles de la 1<sup>re</sup> Internationale ; début 1869, les bakouninistes envoient en Espagne leurs premiers militants ; en 1870, l'Espagne est représentée par une forte délégation au congrès de Bâle ; en 1871, les nouvelles de la Commune de Paris viennent radicaliser encore le mouvement ouvrier ; fin 1871 enfin, c'est l'implantation du marxisme qui commence en Espagne moyennant un séjour de près d'un an à Madrid de Paul Lafargue. Pour la bourgeoisie espagnole, ce ne sont pas là des

considérations secondaires ainsi qu'en témoignent les longs débats qui ont lieu aux Cortes en 1871 sur la nature des mesures à prendre pour freiner l'expansion de ce que tous nomment « le parti de l'Internationale » (5).

## L'échec de la première république et ses conséquences : la question nationale

Avec le coup d'Etat de 1874, c'est ce que Trotsky nomme la « vieille Espagne » et Max Gallo « l'Espagne archaïque, arrêtée des grandes propriétés, de la monarchie, de l'Eglise » — « l'Espagne éternelle » dont Franco deviendra en 1936 le sauveur politique et militaire, la tête de proue et le symbole — qui se trouve définitivement reconsolidée.

Ce n'est pas seulement la monarchie qui est restaurée en 1874, mais aussi l'aristocratie foncière et l'Eglise qui sont rétablies dans l'ensemble de leurs droits et leurs privilèges mis en cause au cours de la phase précédente. Parallèlement, les tendances centrifuges se renforcent toujours plus aux dépens des tendances allant dans le sens de l'unification économique et politique du pays. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser la genèse de la question des nationalités en Espagne.

Chez les bourgeoisies du pays basque et de Catalogne, la capitulation devant les conséquences qu'impliquait la lutte pour l'accomplissement des tâches démocratiques s'accompagne d'une politique de

(5) Pour tous ces éléments, voir en particulier Manuel Tunon de Lara, *La España del Siglo XIX*, Editorial Lata, 1974 ; le livre de G. Brenan, *Le labyrinthe espagnol*, Ruedo Ibérico, 1962, et celui classique, de Juan Díaz del Moral, *Histoire des agitations paysannes en Andalousie*, réédité en 1967 (Alianza Editorial)

repli. La bourgeoisie catalane (et dans une moindre mesure la bourgeoisie basque) tente délibérément de tourner le dos à l'Espagne monarchique féodo-bourgeoise de Castille et d'Andalousie. Elles réclament du pouvoir central simplement qu'il assure les tâches de maintien de l'ordre face au mouvement ouvrier qui poursuit sa lutte pour son développement, et qu'il leur accorde un minimum de protection douanière. Pour le reste, elles se résignent à fonder l'une et l'autre leur développement sur la conquête de marchés extérieurs, et à tenter de se passer — faute d'avoir su prendre la tête de la révolution agraire et détruire les structures latifundistes — du *marché intérieur qui leur était en fait indispensable pour connaître un développement semblable à celui des principales bourgeoisies.*

C'est sur cette base que se forment les séparatismes catalan et basque. Avant d'être attisés par la politique d'oppression politique et culturelle mise en œuvre à l'égard des minorités par la dictature de Primo de Rivera et surtout par le régime franquiste, les séparatismes catalan et basque sont l'expression, *d'abord*, du non-accomplissement de la révolution bourgeoise, seule susceptible de créer les fondements de l'unité nationale de l'Espagne sur la base de la destruction de la monarchie, l'Eglise et le latifundium. Ils sont indiscutablement nourris par l'illusion entretenue un temps, partiellement, par les bourgeoisies catalane et basque de pouvoir « se débrouiller » toutes seules. Mais leur fondement est constitué *surtout* par la *résistance au lourd tribut* (qui lui n'a rien d'illusoire) que les régions développées (et donc la bourgeoisie de ces régions, au même titre en partie que les autres classes sociales) payent aux régions arriérées et aux classes et institutions qui en émanent. Vu du point de vue du développement progressiste de la société

le véritable *particularisme* au sein de l'Espagne, *particularisme* non moins grand que celui de Catalogne et à la différence du sien, rétrograde, parasitaire et oppresseur, est *celui de la Castille* et des provinces dominées par elle à partir de la « reconquête », c'est-à-dire l'Estremadoure et l'Andalousie. Ce particularisme-là est *celui* qui naît du maintien dans les provinces centrales de l'Espagne jusqu'en plein XX<sup>e</sup> siècle, sans qu'elles soient encore totalement détruites aujourd'hui, des structures sociales et des institutions paralysantes de l'ancien régime. La réaction s'est toujours gardée d'aborder la question par ce bout, pour la bonne raison que le particularisme castillan a pu se payer le luxe de ne jamais se muer en séparatisme étant donné que c'est sur ses bases sociales à lui qu'a toujours reposé l'Etat en Espagne. Ce point doit être souligné car il possède d'importantes implications politiques.

Dans le contexte d'une situation du type que nous analysons les traits parasitaires profonds qui sont ceux de l'Etat bourgeois en général sont renforcés par des aspects spécifiques qui rendent ce parasitisme encore plus net et encore plus insupportable. Pour les régions périphériques de l'Espagne où se sont concentrés l'industrie et le commerce, où se sont affrontées les classes propres à la société capitaliste, bourgeoisie et prolétariat, où les théories philosophiques et politiques propres à ces classes n'ont jamais cessé de circuler (tant en raison des bases sociales appropriées que de l'ouverture géographique vers l'extérieur), Madrid et l'appareil d'Etat concentré à Madrid ont pris depuis un siècle l'allure d'une monstrueuse excroissance parasitaire, monopole des forces les plus rétrogrades de la société espagnole.

Les forces rétrogrades de « l'Espagne éternelle » retranchées dans leur bastion de Castille n'ont jamais eu — et la dictature franquiste après

la tourmente de 1931-1939 encore moins — la victoire magnanime et la domination généreuse. Pour elles, chaque victoire, chaque consolidation de leur pouvoir a été l'occasion de reprendre une guerre sans merci contre le jacobinisme, le libéralisme, la libre pensée d'abord contre le socialisme et le communisme plus tard, et d'imposer aussi de nouveaux et lourds tributs sur les provinces périphériques en les doublant de plus en plus d'une oppression culturelle.

Elles ont identifié tout ce qui leur était « étranger » comme leur étant hostile et ont doublé l'ensemble de ce processus d'une oppression culturelle, au niveau de la langue, de la littérature et de la culture, au profit du castillan — la banque de Castille si improprement nommée espagnol — aux dépens du catalan, du basque, du galicien.

En Espagne, la prise en charge, par la classe ouvrière de la lutte pour les droits et libertés des minorités nationales relève du mouvement même de la révolution permanente. Le mouvement vers la révolution prolétarienne intègre la lutte pour la démocratie et l'ensemble des revendications démocratiques relevant de la révolution démocratique bourgeoise, soit que celle-ci n'ait pas été accomplie, soit que la bourgeoisie, dans la phase de l'impérialisme réaction sur toute la ligne, vienne tenter d'en remettre en cause les acquis dans tel ou tel ou dans tous les domaines.

En Espagne, les revendications nationales se situent au premier rang des revendications démocratiques. Elles ont un contenu explosif parce qu'elles mettent en cause les conditions historiques précises dans lesquelles l'Etat bourgeois centralisé s'est constitué dans ce pays c'est-à-dire, répétons-le, comme Etat centralisateur et oppresseur castillan, expression et instrument de domi-

nation de la monarchie, de l'Eglise, de l'armée et du latifundium.

## Les traits spécifiques du régime franquiste

*« Si insignifiant que soit Franco lui-même, si misérable que puisse être sa clique d'aventuriers, de gens sans honneur, sans conscience et sans talent militaire, la grande supériorité de Franco consiste néanmoins en ce qu'il possède un programme clair et défini : sauvegarder et stabiliser la propriété capitaliste, le pouvoir des exploitateurs et la domination de l'Eglise, restaurer la monarchie. »*

Le jugement de Trotsky est celui de tous les historiens sérieux. C'est ainsi que Gallo peut écrire trente ans plus tard que,

*« malgré les rivalités, les luttes d'influence, les différences dans les motivations, le camp nationaliste présente des forces unificatrices autrement efficaces. D'abord une assise sociale plus homogène (propriétaires terriens, milieux financiers, classes moyennes), en second lieu parce qu'elle s'appuie à des cadres traditionnels — historiques — qui sont encore l'armature de nombreuses régions ; ces cadres sont — par leur nature même — ceux de l'Etat, ils expriment le principe centralisateur de l'Espagne ; surtout l'Eglise et le nationalisme le plus sommaire leur fournissent une cohésion idéologique simple mais suffisante, plus efficace que la notion de "république".*

*« L'archaïsme du camp nationaliste, parce qu'il s'adosse à l'histoire et à la situation de l'Espagne, est un élément de force. Enfin, les franquistes ont un parti unique, hiérarchisé, dont l'organisation a fait ses preuves ; ce parti, qui n'a pas son équivalent dans le camp républicain, c'est tout simplement l'armée espagnole. (...) Elle est le ciment, et combien dominant, du camp nationaliste, même si les généraux se jaloussent*

entre eux. En fin de compte, elle est avec l'Eglise catholique la force politique la plus puissante et la mieux organisée de l'Espagne contemporaine. Ces deux forces sont dans le même camp.»

A côté des facteurs dont nous entreprenons l'analyse plus loin, tenant à l'appui que la bourgeoisie espagnole et son régime ont reçu de l'appareil stalinien et des obstacles mis par celui-ci au processus de reconstitution politique de la classe ouvrière, c'est cet ensemble d'éléments qui permet de comprendre l'extrême longévité du régime de Franco.

Le régime franquiste, par l'objectif qu'il s'est assigné en toute instance de bout en bout de son existence, c'est-à-dire d'écraser, de détruire et de maintenir dans l'état d'écrasement les organisations ouvrières, doit être analysé sans équivoque comme un régime fasciste. La « charte du travail » (fuero del trabajo), le syndicat corporatiste unique, y compris « réformé » par la « loi syndicale » de 1967, ont été à chaque étape, au-delà des retouches dont ils ont été l'objet, des institutions centrales du franquisme. La dictature militaro-policière a toujours eu un même but, interdire la reconstitution des organisations indépendantes de classe du prolétariat, pourchasser les militants ouvriers engagés dans cette lutte maintenir le prolétariat dans une situation de masse atomisée, le priver par la violence du droit de s'organiser pour défendre sur son propre plan ses intérêts immédiats tout autant que ses intérêts historiques. En tant que dictature fasciste, la dictature franquiste est un instrument de domination de l'impérialisme directement au service du capital financier, expression, comme le dit Trotsky, « de la réaction non pas féodale mais bourgeoise ». Mais dans le cas espagnol, l'instrument porte l'empreinte particulière très forte de ce bloc conservateur adossé à l'his-

toire et à la structure sociale arriérée de l'Espagne.

La mobilisation des masses petites-bourgeoises paupérisées a été un facteur secondaire dans la victoire du camp nationaliste. Dès 1938, la Phalange perdait son indépendance et se voyait contrainte de fusionner avec les carlistes dans le cadre d'une organisation plus large aux traits traditionalistes accentués, le « Mouvement ». Même ainsi, celui-ci n'a jamais été autorisé à revêtir le caractère de parti unique dont la place était mieux occupée par l'armée et par l'Eglise. Les monarchistes et les différents courants politiques catholiques (Action catholique, Opus Dei, Démocratie chrétienne) ont conservé à chaque étape une marge d'autonomie politique significative, dont les limites étaient tracées uniquement par la nécessité de respecter la dictature politique de Franco et les institutions interdisant à la classe ouvrière de s'organiser. Ces limites précises étant respectées, Franco a gouverné à l'aide d'une longue succession de coalitions gouvernementales qui ont associé au gré des impératifs de la lutte des classes, à l'intérieur comme à l'extérieur, les différentes expressions politiques du bloc politique qui avait gagné la guerre civile : l'armée, les monarchistes, la phalange, les différents courants et organisations catholiques.

Cette situation a assuré à Franco pendant très longtemps une marge de manœuvre appréciable. Il a pu s'appuyer sur les monarchistes anglophiles au moment où il fallut prendre des distances à l'égard de l'Axe et réduire encore la place de la Phalange. Il a toujours pu trouver dans les milieux politiques liés au Vatican, des hommes prêts à cautionner d'appareils « tournants » politiques dans le sens de l'ouverture. Il a bénéficié avec l'équipe de l'Opus Dei d'hommes qui ont accepté de personnifier les nouvelles formes directes et voyantes

d'ouverture de l'Espagne aux champs d'activité direct du capital financier. Il a pu doser à tout moment la participation directe de l'armée à l'exécutif.

Mais dire que le régime franquiste, établi sur la base de l'écrasement des organisations propres de la classe ouvrière, a tiré une partie de sa force interne de ses liens organiques avec les forces sociales et les institutions issues de l'arriération économique sociale et culturelle de l'Espagne, c'est fixer en même temps les limites de prétendues capacités modernisatrices du franquisme.

### La portée exacte des modifications de la structure économique

La décomposition interne accentuée du régime franquiste aujourd'hui est l'une des composantes centrales de la situation qui se noue sous nos yeux.

Elle a pour fondement essentiel la modification profonde des rapports de force entre le prolétariat et la bourgeoisie qui s'est produite dans le cours d'un long processus moléculaire, entrecoupé d'une série de bonds en avant, que nous analysons plus loin. Bien que seule la crise révolutionnaire, caractérisée par l'effondrement du régime et des institutions qu'il a comportées, marquera l'aboutissement complet de ce processus et sa transformation de quantité en qualité, la modification dans les rapports entre les classes est déjà suffisamment avancée pour constituer le facteur principal et immédiat de la situation politique. Tout en collaborant encore avec toutes les autres pour retarder le moment fatidique, ce qui signifie œuvrer au maintien, coûte que coûte, jusqu'au bout du régime, chaque fraction spécifique de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat se prépare comme elle le peut à la crise révo-

lutionnaire ouverte qui va éclater. Chacun étudie ses maigres cartes, fait valoir ses solutions, s'apprête à affronter la tourmente du mieux qu'elle peut.

C'est cela qui crée la situation de désagrégation du régime et donc de l'appareil d'Etat, qui constitue elle-même un appel d'air ne pouvant qu'inciter les masses à intervenir de façon toujours plus hardie sur leur propre terrain pour faire valoir leurs propres exigences.

Mais au nombre des facteurs qui sont venus accélérer ce mouvement et accroître le sentiment de désarroi de la bourgeoisie, il faut accorder une place spécifique, de premier plan, à l'impasse économique du pays, au bilan de faillite par lequel se solde en dernière analyse la célèbre politique de Lopez Rodo et son équipe.

Celle-ci devait faire de l'Espagne un pays « moderne » doté de structures économiques et sociales lui permettant de compenser la fragilité des institutions politiques dont les éléments les plus lucides de la bourgeoisie ont toujours eu parfaitement conscience. Elle a échoué. C'est dans cette optique qu'il faut aborder la question des structures économiques. Déjà en 1931, après avoir analysé la « vieille Espagne » et ses prolongements en plein XX<sup>e</sup> siècle, Trotsky écrivait :

« Ce serait, cependant, une faute grave que de croire que la crise actuelle se développe à l'instar de toutes les crises précédentes. Les dernières décades et surtout les années de la guerre mondiale ont apporté des changements importants dans l'économie du pays et dans la structure sociale de la nation. Bien entendu, l'Espagne reste encore aujourd'hui à la queue de l'Europe. Néanmoins, le pays a vu se développer une industrie nationale, légère part extractive et, d'autre part, légère. Pendant la guerre se sont fortement développées l'industrie du charbon,

celle du textile, la construction des stations hydro-électriques, etc. Des centres et des régions industriels ont surgi dans le pays. Cela crée de nouveaux rapports de forces et ouvre de nouvelles perspectives. »

La même chose est vraie pour la crise qui se prépare. La nouvelle crise révolutionnaire va se développer dans des conditions qui diffèrent à leur tour de celles qui ont présidé à celle de 1931-1939. Ces différences vont tenir pour une part aux rapports tout à fait différents existant dans les rapports entre les classes à l'échelle internationale en comparaison avec les années 30. Mais elles tiendront également au fait que dans la période ouverte par le plan de stabilisation de 1959 et l'afflux de capitaux étrangers vers l'Espagne, le prolétariat s'est renforcé numériquement en même temps qu'il mûrissait politiquement.

Il n'est pas question, en effet, de nier que des changements importants sont intervenus une nouvelle fois dans l'économie du pays et la structure sociale de l'Espagne, notamment au cours des quinze dernières années. Il faut affirmer tout simplement que ces changements, loin de signifier que la bourgeoisie aborde la crise révolutionnaire qui se prépare en position de force, ont pour elle un signe tout à fait inverse.

Car après trente-cinq ans de dictature militaro-fasciste et quinze ans de « croissance économique », la bourgeoisie espagnole se retrouve dans la situation suivante. D'un côté elle n'est parvenue à régler en profondeur aucun des problèmes liés au blocage de la révolution démocratique bourgeoise au siècle dernier. De l'autre, il lui faut par contre compter maintenant avec une classe ouvrière travaillant dans l'industrie et la construction qui est passée de 1,9 million en 1930 à 4,7 millions en 1972, qui représente environ 38 % de la population active, sans compter les « travailleurs en cols

blancs » de l'administration, des banques et des assurances, et sans compter surtout le million de travailleurs qui ont dû prendre le chemin de l'émigration pour trouver du travail. Aux côtés de cette classe ouvrière se situe enfin une série de couches socio-professionnelles issues de la petite bourgeoisie à laquelle la crise générale de l'impérialisme, telle qu'elle se présente en Espagne, bouche toute issue.

### Les limites de classe de la « modernisation »

Il faut s'arrêter un instant encore sur l'affirmation que le « miracle économique » des techniciens de l'Opus a laissé pratiquement intouchés l'ensemble des problèmes légués par le caractère inachevé de la révolution démocratique bourgeoise.

Aujourd'hui, la situation de l'économie espagnole demeure marquée par l'ensemble des traits qu'elle possédait déjà dans les années 60. La structure de la balance des paiements reste la même qu'en 1963-1964. Elle est caractérisée par un déficit chronique de la balance commerciale qui résulte d'un côté des déficiences chroniques de la production agricole et de l'autre de la subordination étroite de l'industrie au capital étranger. Les importations sont grevées par l'obligation d'importer constamment des produits agricoles de première nécessité. Elles sont grevées également par les « importations liées » de biens d'équipement et de produits intermédiaires, imposées par les filiales d'entreprises étrangères présentes en Espagne en nombre plus important que dans pratiquement aucun autre pays d'Europe. Les exportations traduisent le même phénomène : le retard chronique de la production agricole et le fait que l'industrie, sauf quelques exceptions, est faite soit d'entreprises natio-



nales incapables d'affronter la concurrence extérieure, soit de filiales étrangères qui ne sont pas intéressées par l'exportation, ou qui ne le sont alors que dans des limites fixées par les plans d'ensemble de la maison mère (exportations de pièces déterminées, par exemple de boîtes de vitesse ou accessoires automobiles produits par Citroën et Renault en Espagne, ou alors les exportations limitées à certains marchés).

En 1973-1974 comme en 1963-1964, le déficit de la balance commerciale reste compensé par les devises gagnées par l'industrie touristique, par les entrées de capital étranger, c'est-à-dire par un ensemble de moyens qui sont marqués par le fait, d'abord, d'être extrêmement vulnérables aux changements et ensuite d'accroître toujours plus les déséquilibres structurels, les déformations et les traits parasitaires de l'industrie en particulier et de l'appareil productif en général.

En relation avec tout cela, l'inflation et le chômage, les deux maux permanents de l'économie espagnole, se sont développés avec une force particulière au cours de la dernière période. Dès 1973, le taux d'inflation officiel dépassait 12%. En 1974, sous l'impact de l'inflation mondiale et de la modification du prix du pétrole, ce taux a doublé et situe l'Espagne avec le Japon dans le peloton de tête des pays capitalistes. En même temps, le chômage ouvert s'est développé, venant frapper le prolétariat, tandis que le chômage déguisé, fléau des économies arriérées, accentuait ses effets débilissants sur certaines couches de travailleurs agricoles et certaines couches inférieures de la petite bourgeoisie.

Rappeler ces faits, c'est établir les limites du prétendu projet modernisateur mis en avant dans les années 60. Ces limites sont des limites sociales : les retards et blocages de l'économie espagnole ne sont pas des phénomènes naturels.

mais l'expression d'intérêts de classe bien précis, c'est-à-dire des couches déterminées qui ont donné à la bourgeoisie espagnole sa conformation et sa physionomie particulière.

Faut-il rappeler aussi que la bourgeoisie espagnole a accentué toujours plus, au cours de ces derniers 15 ans, ses traits de bourgeoisie semi-compradore ? Par le jeu de l'investissement étranger et de la pénétration bancaire étrangère, ce sont l'ensemble des secteurs de l'industrie espagnole qui se trouvent dans les mains des capitaux étrangers. Plus de 2 000 filiales de sociétés étrangères font de l'Espagne le pays le plus contrôlé par le capital étranger de toute l'Europe capitaliste.

Au terme d'une étude minutieuse menée pourtant avec des instruments d'analyse éloignés du marxisme, un sociologue espagnol définit ainsi les conclusions auxquelles il est parvenu :

« A grands traits (...), ce qui a eu lieu depuis 1939, c'est une transformation très profonde de toutes les structures sociales à l'exception de celles de la classe dominante et du système du pouvoir et d'autorité sur lequel elle s'appuie. D'un côté, nous constatons une diminution numérique radicale du prolétariat agricole et de la population rurale en général ; une diversification de l'emploi de la classe ouvrière et de la classe moyenne ; d'importants changements de mentalité et de comportement à beaucoup de niveaux ; un accroissement significatif de la mobilité géographique et dans une moindre mesure dans l'échelle sociale, un accroissement numérique de certains secteurs clés : étudiants, intellectuels, techniciens. De l'autre, nous trouvons une classe dominante qui demeure celle de toujours, et dont les changements, si significatifs qu'ils soient — assimilation de quelques couches de technocrates, passage de certains secteurs arriérés à un capitalisme caractérisé par la maxi-

misation des bénéficiaires, montée du capital financier — n'ont pas eu lieu sur la même échelle que ceux conquis par le reste de la société espagnole. Etant donné le fait que les rythmes respectifs du changement ont également été très différents (...), on comprend qu'il existe une contradiction croissante entre le système de domination imposé et maintenu par les classes élevées et celui que seraient disposées à accepter les autres classes » (6).

## Propriété foncière et structure de l'impôt

Etablir que l'on se trouve face à « la classe dominante de toujours » laissée pratiquement intacte au terme du « miracle économique » espagnol, c'est établir le degré auquel ce processus de modernisation, tant vanté par les idéologues et technocrates à qui Franco a laissé un moment la bride sur le cou, ne sorte en aucune manière des limites, non pas seulement de la défense de la propriété privée en général (ce qui va bien sûr de soi), mais d'une structure déterminée de cette propriété.

Illustrons ceci par deux exemples. Le dépeuplement partiel des campagnes d'Andalousie et d'Extremadoure le départ des travailleurs vers les chantiers et usines de France et d'Allemagne, la mécanisation partielle de la production agricole dans le cadre du latifundium sont des faits réels, mais qui ne doivent pas servir à masquer (comme tentent de le faire certains travaux pseudo-scientifiques, généralement inspirés par le PCE) le fait central que, même « modernisé », le latifundium demeure la pierre d'angle de la propriété foncière sur plus de la moitié du ter-

(6) Salvador Giner, *La structure sociale de l'Espagne*, dans *Horizonte Espanol*, 1972, tome II, p. 41.

ritoire espagnol et à partir de là un élément de base de la conformation économique et donc politique de la bourgeoisie espagnole.

Que cette « modernisation » soit par ailleurs toute relative, c'est ce que démontrent des données dont la manipulation est difficile, telles que les chiffres de production et les taux de rendement des productions et le retard d'ensemble de l'agriculture, dont l'une des causes demeure le latifundium. Si le latifundium était modernisé, ses effets se feraient sentir sur la balance commerciale. Mais la modernisation serait-elle réelle qu'elle n'en constituerait pas une raison pour tenter de justifier le maintien du latifundium. Le latifundium doit être brisé par l'action du prolétariat. L'expression de la grande propriété foncière la terre aux paysans, fut-ce aujourd'hui dans le cadre de grandes exploitations sont des mots d'ordre qui demeurent aussi actuels que jamais. La destruction politique du pouvoir de la bourgeoisie espagnole passe comme au Portugal comme dans les pays d'Amérique latine, par la destruction de cet aspect toujours pleinement vivace des bases sociales de sa domination. Demain, les travailleurs agricoles et la paysannerie pauvre s'y attèleront et devront recevoir l'appui total du prolétariat dans leur tâche.

Le second exemple ressort du domaine des finances publiques. La « modernisation » tellement vantée a peut-être touché beaucoup de choses, mais il est un domaine qu'elle a soigneusement épargné, sauf pour aggraver encore la situation de la classe ouvrière, c'est celui de la fiscalité. Aujourd'hui, les classes possédantes espagnoles sont de toutes les classes possédantes en Europe les moins touchées par l'impôt, ce qui signifie, à son tour, que la part du produit national brut représentée par les dépenses de l'Etat sont extraordinairement basses (12 %).

alors qu'elle atteint 40 % dans les pays scandinaves et tourne autour de 35 % pour la majorité des pays avancés).

Pour comprendre ce dont il s'agit, laissons parler dans le langage diplomatique qui est le leur les experts de l'OCDE :

*« En 1971, que l'on tienne compte ou non des cotisations sociales, la part de la pression fiscale dans le PNB restait en Espagne parmi les plus faibles de la zone. (...) »*

**Recettes fiscales en pourcentage du PNB, 1971**

	Sécurité sociale comprise	Sécurité sociale non comprise
Danemark	43,99	40,19
Suède	41,80	34,28
France	35,62	20,71
Allemagne	34,46	22,80
Italie	30,92	19,20
Grèce	24,54	18,17
Suisse	23,97	18,27
Japon	20,06	16,04
Espagne	20,02	12,01

*« (...) Par ailleurs, la part des impôts indirects dans l'imposition totale est très élevée (65,2 % du total en 1972) et relativement stable (65,3 % en 1962). Parmi ces derniers, l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur la consommation étaient en 1971 les plus importants, suivis des taxes à l'importation et de l'impôt sur le pétrole. Quant aux impôts directs, les plus importants sont l'impôt sur le rendement du travail et l'impôt sur les sociétés. La part de ce dernier dans l'ensemble des recettes fiscales a tendance à diminuer au profit de l'impôt sur le rendement du travail. Quant à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à sa faiblesse (1,4 % de l'ensemble des recettes fiscales) s'ajoute la stabilité remarquable dont il a fait*

*preuve depuis 1962 malgré l'importante hausse des revenus qui est intervenue depuis cette date. »*

La conséquence, c'est bien entendu l'incapacité pour l'Etat espagnol d'assumer les charges économiques correspondantes aux responsabilités qui sont celles de l'Etat bourgeois moderne, avec l'ensemble du sous-investissement au niveau de l'infrastructure de l'économie qui en résulte, sans parler, bien entendu, de l'état misérable de l'enseignement, de la santé et de l'ensemble des services sociaux. Mais, ajoutent les économistes de l'OCDE :

*« Il est un autre domaine dans lequel les insuffisances de la dépense publique pourraient avoir des conséquences indésirables à l'avenir : il s'agit des aspects anti-cycliques de la politique budgétaire. En effet, si les tendances actuelles se poursuivaient, les variables qui ne sont pas susceptibles d'être maîtrisées par la puissance publique risqueraient de peser de plus en plus lourdement dans l'évolution conjoncturelle de l'économie espagnole. Ceci est surtout vrai en ce qui concerne le secteur extérieur. L'intégration progressive de l'Espagne dans les échanges mondiaux rend son économie de plus en plus vulnérable aux mouvements cycliques des économies environnantes et cette dépendance se voit renforcée, au niveau des revenus des ménages par l'importance croissante des transferts qu'ils reçoivent en provenance de l'étranger et qui dépendent de l'évolution conjoncturelle des pays d'accueil. Face à cette évolution (...), les possibilités actuelles d'une action correctrice, aussi bien au niveau des dépenses d'allocation qu'au niveau des dépenses de redistribution, sont assez restreints » (7).*

*En un mot les possibilités d'action propre de la bourgeoisie espagnole*

(7) OCDE, *Etude économique de l'Espagne*, Paris, 1974.

face à la crise qui vient, sont jugées par l'OCDE comme étant « assez restreintes ».

Les choses sont claires. Le désarroi de la bourgeoisie espagnole est nourri de la conscience de faits comme ceux-là, expression de son incapacité à surmonter les limites de classe très précises qui sont les siennes et du régime qu'elle s'est donnée avec Franco. C'est grevée de ces handicaps historiques insurmontables qu'elle doit s'approprier aujourd'hui à affronter un prolétariat en pleine ascension.

## Un prolétariat trempé par une expérience exceptionnelle

*« La pensée marxiste est dialectique, dit Trotsky. Elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. »*

C'est en s'aidant de ce précepte méthodologique qu'il faut analyser la voie où la classe ouvrière d'Espagne s'engage aujourd'hui.

La grève de la SEAT de cet hiver, la grève générale du pays basque du 11 décembre, les affrontements physiques autour des barricades dans les quartiers prolétariens de Pampelune, les grèves qui ont touché pratiquement l'ensemble des grandes entreprises d'Espagne depuis septembre dernier sont déjà en eux-mêmes des faits d'une extraordinaire importance qui annoncent l'avenir.

*Mais saisies dans leur développement, étudiées dans leur évolution sur une dizaine d'années et analysées du point de vue des objectifs qu'elles se fixent, des méthodes d'organisation qu'elles se donnent, de la force créatrice qu'elles recèlent et qu'elles révèlent, ces luttes revêtent une portée encore plus grande. Elles sont l'expression d'un mouvement qui se nourrit depuis 1962 et qui ne s'arrêtera pas avec la chute de Franco, mais auquel*

cette chute viendra au contraire donner une extraordinaire impulsion nouvelle et faire faire un nouveau bond en avant gigantesque.

S'agissant de la classe ouvrière d'Espagne, on ne saurait jamais perdre de vue le fait que c'est sous le feu de la répression militaro-policière la plus acharnée qu'elle a reconstitué son potentiel de combat. Elle aborde la période révolutionnaire trempée par sa lutte exceptionnellement dure contre la dictature.

Mais il y a plus. Ainsi que nous allons le montrer en nous limitant aux faits les plus significatifs, les pas en avant qui ont été faits ont signifié, de la part de l'avant-garde du prolétariat sur les épaules duquel les combats ont reposé, la nécessité de contourner avec difficulté les obstacles dressés par ceux qui, à la tête des organisations traditionnelles, se sont présentés comme parlant au nom de la classe ouvrière.

Venant de la part du PCE, ces obstacles se sont manifestés dans les formes successives prises par la politique de subordination de la classe ouvrière aux hommes et groupes politiques de la grande bourgeoisie baptisés anti-franquistes conséquents : « politique de réconciliation nationale », politique du « Pacte pour la liberté ». A cette politique ont correspondu, à chaque étape, des « tactiques de lutte » au niveau du combat quotidien dans les entreprises, dans les grèves, et en particulier à propos de la question vitale de la lutte pour assurer l'indépendance de classe du prolétariat sur le plan syndical, dont le caractère destructeur, d'appui au niveau le plus fondamental à la bourgeoisie espagnole et donc au régime, est presque plus net encore.

Pendant des années et des années de son côté, le PSOE a mené une politique parallèle et complémentaire de collaboration avec les monarchistes et autres éléments bourgeois réduits anti-franquistes. Il a œuvré aussi à sa manière, sur la ligne de l'am-

alors qu'elle atteint 40 % dans les pays scandinaves et tourne autour de 35 % pour la majorité des pays avancés).

Pour comprendre ce dont il s'agit, laissons parler dans le langage diplomatique qui est le leur les experts de l'OCDE :

*« En 1971, que l'on tienne compte ou non des cotisations sociales, la part de la pression fiscale dans le PNB restait en Espagne parmi les plus faibles de la zone. (...) »*

**Recettes fiscales en pourcentage du PNB, 1971**

	Sécurité sociale comprise	Sécurité sociale non comprise
Danemark	43,99	40,19
Suède	41,80	34,28
France	35,62	20,71
Allemagne	34,46	22,80
Italie	30,92	19,20
Grèce	24,54	18,17
Suisse	23,97	18,27
Japon	20,06	16,04
Espagne	20,02	12,01

*« (...) Par ailleurs, la part des impôts indirects dans l'imposition totale est très élevée (65,2 % du total en 1972) et relativement stable (65,3 % en 1962). Parmi ces derniers, l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur la consommation étaient en 1971 les plus importants, suivis des taxes à l'importation et de l'impôt sur le pétrole. Quant aux impôts directs, les plus importants sont l'impôt sur le rendement du travail et l'impôt sur les sociétés. La part de ce dernier dans l'ensemble des recettes fiscales a tendance à diminuer au profit de l'impôt sur le rendement du travail. Quant à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à sa faiblesse (1,4 % de l'ensemble des recettes fiscales) s'ajoute la stabilité remarquable dont il a fait*

*preuve depuis 1962 malgré l'importante hausse des revenus qui est intervenue depuis cette date. »*

La conséquence, c'est bien entendu l'incapacité pour l'Etat espagnol d'assumer les charges économiques correspondantes aux responsabilités qui sont celles de l'Etat bourgeois moderne, avec l'ensemble du sous-investissement au niveau de l'infrastructure de l'économie qui en résulte, sans parler, bien entendu, de l'état misérable de l'enseignement, de la santé et de l'ensemble des services sociaux. Mais, ajoutent les économistes de l'OCDE :

*« Il est un autre domaine dans lequel les insuffisances de la dépense publique pourraient avoir des conséquences indésirables à l'avenir : il s'agit des aspects anti-cycliques de la politique budgétaire. En effet, si les tendances actuelles se poursuivaient, les variables qui ne sont pas susceptibles d'être maîtrisées par la puissance publique risqueraient de peser de plus en plus lourdement dans l'évolution conjoncturelle de l'économie espagnole. Ceci est surtout vrai en ce qui concerne le secteur extérieur. L'intégration progressive de l'Espagne dans les échanges mondiaux rend son économie de plus en plus vulnérable aux mouvements cycliques des économies environnantes et cette dépendance se voit renforcée, au niveau des revenus des ménages par l'importance croissante des transferts qu'ils reçoivent en provenance de l'étranger et qui dépendent de l'évolution conjoncturelle des pays d'accueil. Face à cette évolution (...), les possibilités actuelles d'une action correctrice, aussi bien au niveau des dépenses d'allocation qu'au niveau des dépenses de redistribution, sont assez restreints » (7).*

En un mot les possibilités d'action propre de la bourgeoisie espagnole

(7) OCDE. Etude économique de l'Espagne, Paris, 1974.

face à la crise qui vient, sont jugées par l'OCDE comme étant « assez restreintes ».

Les choses sont claires. Le désarroi de la bourgeoisie espagnole est nourri de la conscience de faits comme ceux-là, expression de son incapacité à surmonter les limites de classe très précises qui sont les siennes et du régime qu'elle s'est donnée avec Franco. C'est grevée de ces handicaps historiques insurmontables qu'elle doit s'apprêter aujourd'hui à affronter un prolétariat en pleine ascension.

## Un prolétariat trempé par une expérience exceptionnelle

*« La pensée marxiste est dialectique, dit Trotsky. Elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. »*

C'est en s'aidant de ce précepte méthodologique qu'il faut analyser la voie où la classe ouvrière d'Espagne s'engage aujourd'hui.

La grève de la SEAT de cet hiver, la grève générale du pays basque du 11 décembre, les affrontements physiques autour des barricades dans les quartiers prolétariens de Pampelune, les grèves qui ont touché pratiquement l'ensemble des grandes entreprises d'Espagne depuis septembre dernier sont déjà en eux-mêmes des faits d'une extraordinaire importance qui annoncent l'avenir.

*Mais saisies dans leur développement, étudiées dans leur évolution sur une dizaine d'années et analysées du point de vue des objectifs qu'elles se fixent, des méthodes d'organisation qu'elles se donnent, de la force créatrice qu'elles recèlent et qu'elles révèlent, ces luttes revêtent une portée encore plus grande. Elles sont l'expression d'un mouvement qui se nourrit depuis 1962 et qui ne s'arrêtera pas avec la chute de Franco, mais auquel*

cette chute viendra au contraire donner une extraordinaire impulsion nouvelle et faire faire un nouveau bond en avant gigantesque.

S'agissant de la classe ouvrière d'Espagne, on ne saurait jamais perdre de vue le fait que c'est sous le feu de la répression militaire-policière la plus acharnée qu'elle a reconstitué son potentiel de combat. Elle aborde la période révolutionnaire trempée par sa lutte exceptionnellement dure contre la dictature.

Mais il y a plus. Ainsi que nous allons le montrer en nous limitant aux faits les plus significatifs, les pas en avant qui ont été faits ont signifié, de la part de l'avant-garde du prolétariat sur les épaules duquel les combats ont repris, la nécessité de contourner avec difficulté les obstacles dressés par ceux qui, à la tête des organisations traditionnelles, se sont présentés comme parlant au nom de la classe ouvrière.

Venant de la part du PCE, ces obstacles se sont manifestés dans les formes successives prises par la politique de subordination de la classe ouvrière aux hommes et groupes politiques de la grande bourgeoisie baptisés anti-franquistes conséquents : « politique de réconciliation nationale », politique du « Pacte pour la liberté ». A cette politique ont correspondu, à chaque étape, des « tactiques de lutte » au niveau du combat quotidien dans les entreprises, dans les grèves, et en particulier à propos de la question vitale de la lutte pour assurer l'indépendance de classe du prolétariat sur le plan syndical, dont le caractère destructeur, d'appui au niveau le plus fondamental à la bourgeoisie espagnole et donc au régime, est presque plus net encore.

Pendant des années et des années, de son côté, le PSOE a mené une politique parallèle et complémentaire de collaboration avec les monarchistes et autres éléments bourgeois réputés anti-franquistes. Il a œuvré aussi, à sa manière, sur la ligne de l'anti-

communisme le plus primaire, à la division dans les rangs ouvriers. Seule l'UGT a su se dégager lentement, dans les années 60, de cette ligne de division. C'est l'UGT également qui a fourni à la classe ouvrière d'Espagne les premiers éléments d'une ligne de classe sur le terrain syndical en prenant nettement position pour le boycott des élections aux instances du syndicat vertical.

A cette exception près, valable avant tout pour le pays basque et les Asturies, et au fil de la continuité politique du prolétariat que la CNT et le POUM ont maintenu dans les années 40 et 50 en Catalogne, la classe ouvrière a dû se frayer le chemin de la lutte pour reconstruire ses forces sur la base de l'indépendance politique de classe face à la bourgeoisie, dans des conditions où elle a été livrée pratiquement à ses seules ressources.

La crise de la 4<sup>e</sup> Internationale a contribué à cette situation et a signifié la prolifération, à côté des groupes politiques centristes proprement dits, d'une multitude de groupes ouvriers organisés sur le terrain de l'entreprise ou du quartier sur la base d'une lutte commune contre le franquisme et contre l'orientation préconisée et impulsée par les appareils, au premier chef celui du PCE.

Il faut s'attendre à ce que ces militants au moment de l'irruption des masses sur la scène politique, rejoignent en masse, pendant un temps, comme ils l'ont fait au Portugal, les rangs des organisations traditionnelles — PCE, UGT, PSOE —, mais aussi la CNT et le POUM. Cela n'ôtera rien au fait capital que la classe ouvrière d'Espagne entrera dans le nouveau processus révolutionnaire nourrie d'une riche expérience de lutte contre l'activité contre-révolutionnaire consciente à laquelle elle s'est heurtée dans le cours de ses combats contre le franquisme. C'est aussi là *là que vient sa force. C'est aussi là*

*l'une des composantes de la situation qui se noue.*

Le dernier trait spécifique qu'il importe de mettre en relief tient à la manière dont la classe ouvrière d'Espagne a su se servir de l'émigration économique à partir de 1960 pour prendre appui sur la classe ouvrière d'Europe.

Lorsque Franco modifie sa politique économique, ouvre l'économie espagnole aux capitaux étrangers et les frontières à l'émigration ouvrière, et autorise l'Opus Dei à élaborer les « plans de modernisation » dont le bilan a été fait plus haut, l'un des objectifs qu'il poursuit est de créer des soupapes de sûreté sur le plan social et se donner un champ de manœuvre plus large face à la classe ouvrière.

Mais celle-ci aura vite fait de tirer le plus grand parti de la nouvelle situation. Pour le prolétariat d'Espagne, l'ouverture des frontières signifie la possibilité de s'adosser de nouveau à la classe ouvrière européenne, et française en particulier. La hausse relative des salaires des années 60 ou la possibilité d'aller chercher du travail ailleurs, sont des éléments dont la classe ouvrière s'est saisie pour accélérer son mouvement de récupération et de reconstruction. Mais entre le régime de dictature militaire corporatiste de Franco et la classe ouvrière, il s'est maintenu un abîme infranchissable, fondement direct de la maladie incurable dont le régime a été marqué jusqu'à en arriver à l'actuelle phase de crise chronique.

Les paragraphes qui suivent se fixent comme objectif d'analyser les principales étapes du long chemin parcouru par la classe ouvrière d'Espagne vers la reconstruction de son potentiel de combat, en dégagant à chaque étape les progrès accomplis sur le plan organisationnel ainsi que la nature des obstacles contre-révolutionnaires auxquels les travailleurs ont été obligatoirement confrontés

## De la grève générale de Barcelone à la grève des Asturies

Ce sont le mouvement de boycott des transports, ainsi que la grève générale et les affrontements de rue de Barcelone de février-mars 1951 qui l'ont suivie, qui marquent le premier moment décisif de récupération de la classe ouvrière d'Espagne après la guerre civile. Lorsque Max Gallo écrit : « *Tout commence à Barcelone* », il a indiscutablement raison. La grève générale de Barcelone et l'ensemble des grèves et manifestations qui se déclenchent peu à peu dans toute l'Espagne dans les semaines qui suivent, traduisent le fait que la classe ouvrière a surmonté le contre-coup de la destruction, fin 1946, des illusions des militants survivants de 1939 quant à la possibilité d'une intervention des Nations unies. C'est le premier combat que les masses mènent, conscientes qu'elles doivent reprendre la lutte en comptant seulement sur leurs propres forces.

L'hiver 1956-57 marque une nouvelle étape qui voit pour la première fois la jeunesse étudiante de Madrid et de Barcelone — celle qui était née vers 1936 et qui n'avait jamais connu d'autre cadre que celui de l' enrégimentement clérico-corporatiste — exprimer sa rupture avec le régime et débiter un processus qui devait la conduire à s'engager bientôt à fond dans le combat contre la dictature.

Mais le point de départ immédiat du processus qui vient à maturité aujourd'hui doit nécessairement être daté de la grande vague de grèves qui s'étend à partir des Asturies en 1962.

Ké en avril dans les mines de charbon des Asturies où la grève est rapidement totale, le mouvement s'étend à l'ensemble des industries du pays basque et à la grande métallurgie en Catalogne. Les grèves touchent des zones importantes du pays valencien, des mines de Linares, Puertollano et

Hio Tinto en Andalousie et Estramadura, de même que les travailleurs agricoles de la zone centrale d'Andalousie (province de Cordoue). A Madrid, un petit nombre d'entreprises seulement se mettent en grève.

Au plus haut de la grève, quelque 400 000 travailleurs sont engagés dans la lutte. Le mouvement reflue à partir de la fin mai, à l'exception du pays basque. Mais la grève rebondit aux Asturies en août paralysant le bassin minier de nouveau, du 18 août au 5 septembre, ainsi qu'en Catalogne en septembre.

Aux Asturies, au pays basque et en Catalogne, le mouvement bénéficie du terrain labouré par les vieilles organisations du prolétariat, l'UGT et la CNT. Ailleurs, il repose exclusivement sur de nouveaux militants qui s'intéressent pour la première fois à la lutte. La force des grèves de 1962 contraste avec l'échec total qu'avait connu la prétendue « grève nationale pacifique » lancée par l'appareil stalinien sur la ligne de la réconciliation nationale en juin 1959, et qui avait été suivie uniquement chez les travailleurs agricoles en Andalousie et dans quelques usines de Madrid (comme la Standard), où elle avait signifié le sacrifice de nombreux militants du PC et la dislocation de leurs cadres d'organisation.

En 1962, un mouvement de grève de cette force était déjà, en lui-même, un fait politique. La proclamation de l'état d'exception par un décret du 4 mai ne pouvait qu'achever de donner au mouvement un caractère d'affrontement politique entre la classe ouvrière et le régime.

C'est ainsi que, parties des Asturies et du pays basque comme grèves revendicatives, les grèves de 1962 atteignent les autres régions du pays sous la forme d'un mouvement proprement politique. La solidarité avec les Asturies et la conscience que c'est directement contre le régime que les grèves se mènent constituent le terrain sur lequel, dans les autres régions, les

travailleurs viennent poser à leur tour leurs revendications.

La force du mouvement, la portée internationale qu'il acquiert à partir de mai, l'incapacité des mesures d'exception de briser la grève et, bien au contraire, sa tendance à appeler l'ensemble des travailleurs à s'engager dans le combat, conduit le régime à reculer.

Des concessions sont faites aux revendications des mineurs asturiens (pas assez pour les satisfaire, mais bien suffisamment pour qu'ils considèrent l'action payante). Le régime de blocage des salaires institué en 1959 est liquidé et les négociations en vue du renouvellement des conventions collectives sont couvertes. Sur le terrain même de la législation répressive, une loi des conflits collectifs du travail est promulguée, qui réintroduit, pour la première fois depuis 1939, une distinction entre conflit professionnel et conflit politique. A sa manière, cette loi traduit, elle aussi, un recul du régime.

C'était peu, mais c'était beaucoup. C'était le premier tournant significatif dans l'état des relations politiques entre les classes en Espagne. En tant que tel, il ne donnait pas encore l'initiative à la classe ouvrière, mais il représentait un moment décisif dans sa récupération politique. Avec 1962, le long repli postérieur à l'écrasement de 1939 était définitivement clos. La classe ouvrière d'Espagne engageait sa remontée.

## Une percée pour la classe ouvrière tout entière

La première manifestation de ces changements se situe, bien entendu, au niveau de l'action revendicative elle-même.

« Tantôt, écrit Rosa Luxemburg dans *Grève générale, Parti et Syndicats, la grève se répand comme une vaste marée, tantôt elle se fractionne*

*en un réseau gigantesque de ruisseaux étroits.* » Ceci se vérifie dans le cas de l'Espagne. Le grand mouvement de 1962 est suivi, note Jordi Blanci dans l'analyse précise qu'il a faite de cette période, « d'une profusion d'actions ponctuelles de protestations, grèves, revendications, dans pratiquement toutes les branches industrielles et toutes les régions », dans des conditions néanmoins où le mouvement trouve pendant des années un point d'appui permanent auprès des mineurs asturiens (8).

Les grèves qui se développent dans la percée effectuée par le grand mouvement de 1962, voient au long des années 1963-1965 la constitution d'une forme nouvelle d'organisation au sein de la classe ouvrière. Ce sont les célèbres Commissions ouvrières dans la première période de leur existence.

Leur apparition correspond à un mouvement élémentaire d'auto-organisation de la classe ouvrière au niveau des entreprises dans les conditions précises du moment, où les exigences nouvelles du mouvement de remontée de la classe se combinent avec la nécessité de faire face à une intense répression politique et de la déjouer. Selon les termes mêmes d'un militant qui a participé aux luttes de cette période :

« Les Commissions ouvrières sont nées en tant que réflexe de la conscience ouvrière au niveau de l'usine, face à l'incapacité patente du syndicat officiel de défendre les revendications des travailleurs. C'est ainsi qu'ont surgi de la base ouvrière, au long de ces années, des militants qui formaient, dans des circonstances déterminées, des commissions représentatives en vue de défendre des revendications précises que le syndicat officiel, au service du capital, se refusait à défendre. Ces Commissions

(8) Jordi Blanci, *Las huelgas en el movimiento obrero español*, dans *Ruedo Iberico*, Horizonte Español, t. II, p. 262.



naïssaient et disparaissaient en fonction des luttes engagées et leurs membres variaient également. Leurs objectifs étaient de type revendicatif et leurs positions des positions de classe. Leurs membres étaient, dans leur grande majorité, des jeunes travailleurs non fichés politiquement par la police et dont les positions s'étaient développées en marge de celles défendues par les partis d'opposition traditionnels » (9).

Les Commissions s'implantent en fait avant tout dans les villes et les régions de tradition ouvrière moins ancienne, ou dans celles, comme Madrid, où, sous l'impulsion du capital financier venu de l'extérieur, les usines et les chantiers croissent à un rythme rapide. Aux Asturies et au pays basque par contre, où l'UGT n'avait jamais été totalement détruite, leur influence est nettement inférieure à Madrid. C'est surtout là, dans la capitale, que leur apparition était susceptible de modifier les données des rapports entre masses et appareils.

Mais c'est là précisément que l'appareil du PCE veillait tout particulièrement et qu'il a fait faire à la classe ouvrière, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, l'expérience de sa politique contre-révolutionnaire sur une large échelle.

## La contre-attaque du stalinisme et la question de la CNS

Les jeunes cadres organisateurs de la classe ouvrière qui constituaient l'ossature des commissions ouvrières se situaient spontanément sur un terrain de rupture avec le régime. Mais ils étaient absolument dénués d'expérience politique. Aussi, lorsque le PC, ensemble avec les appareils ouvriers organisés par la hiérarchie catholique (la JOC, les HOAC, les

Vanguardias Obreras (sic) impulsés par les Jésuites, etc.), vinrent leur offrir leur collaboration, leur réflexe spontané fut d'accepter cette offre. C'est sans difficulté qu'à partir de 1964, le PC et la hiérarchie catholique sont parvenus à infiltrer le mouvement des commissions ouvrières, à en transformer l'orientation et la nature et à les ramener sur le terrain de la collaboration de classe, et plus précisément encore d'appui effectif au régime.

L'occasion et le terrain de cette manœuvre ont été les « élections syndicales » organisées dans le cadre du syndicat vertical par les propagandistes du régime, Solis et Fraga Iribarne, en septembre 1966. Pour le régime franquiste, l'enjeu en était considérable. Un référendum sur la succession allait se tenir en décembre, afin d'introduire les modifications à la constitution destinées à permettre à Franco de tenter d'assurer le prolongement du régime au-delà de sa propre disparition. Il importait au régime de pouvoir montrer que la classe ouvrière était à tel point bien disposée à son égard, qu'elle pouvait participer massivement à des « élections syndicales libres » dans le cadre d'une des institutions-clefs du régime. Parallèlement, il n'était meilleur moyen pour le PCE, en un tel moment, de peser de tout son poids en faveur de la stabilité du régime et de l'évolutionnisme et « aperturisme » dont le gouvernement à composante opus-déiste se déclarait le porte-drapeau, que de conduire les travailleurs sur le terrain voulu par les ministres de Franco.

C'est ainsi qu'une politique de collaboration de classe, dont l'objectif était de tenter d'effacer l'essentiel de l'acquis constitué par la constitution des commissions, s'est nouée autour du mot d'ordre de participation aux élections de la CNS et d'acceptation au pied de la lettre de la consigne des propagandistes du régime de « voter pour le meilleur ». Nous ne

(9) L'an X des commissions ouvrières. Cuadernos de Ruedo Ibero, n° 32-33, juin-septembre 1971, p. 54.

visons pas à renforcer les syndicats verticaux — explique un document rédigé par l'appareil syndical du PCE de la région de Santander — mais au contraire, ce que nous voulons, c'est leur disparition. Mais nous lutterons à la fois de l'intérieur avec nos représentants, et de l'extérieur avec les grèves et les manifestations pour récupérer les libertés perdues (...).

En 1966, c'est à l'UGT, à la CNT et à l'alliance syndicale du pays basque, alliées à l'UGT, qu'est revenu le mérite d'avoir combattu seules sans concession pour le boycott aux élections. L'abstention atteint 40 % aux Asturies, au pays basque et en Catalogne, et justifie l'affirmation de l'organe du PSOE que c'est là « où la classe ouvrière a maintenu dans la clandestinité ses syndicats classiques avec le plus de force (...) que se trouve l'avant-garde du combat contre le régime fasciste ».

Il reste qu'à Madrid comme dans l'ensemble des régions de développement industriel récent et de moindre tradition, où les commissions avaient surgi comme expression spontanée d'un prolétariat naissant aux questions d'organisation, la consigne du PCE a été suivie très largement. Entre 35 % et 90 % des travailleurs ont voté et ont élu, à des majorités écrasantes dans les grandes entreprises, les candidats des commissions.

La classe ouvrière, en particulier à Madrid allait apprendre sans tarder, durement et aux dépens de ses meilleurs cadres, le sens et la portée d'une telle politique.

En l'espace de quelques mois, grâce au PCE et à ses alliés, les agents de la hiérarchie catholique dans la classe ouvrière, le régime allait porter sur plusieurs plans des coups sévères à la classe ouvrière et réussir à retarder de plusieurs années la venue des échéances les plus graves. D'un côté, fin 1966, Franco pouvait arguer de la participation importante de la classe ouvrière à des élections « libres » tenues dans le

cadre d'une institution centrale du régime fasciste. De l'autre côté, il fallait, à partir de 1967, être libre d'organiser minutieusement, en toute quiétude, la répression contre les cadres organisateurs de la classe ouvrière convoqués par le PCE à jouer au grand jour le jeu de la démocratie ouvrière... dans le cadre de la dictature franquiste.

La journée du 27 janvier marque l'apogée du mouvement des commissions, en même temps que le point de départ de son déclin rapide. Elle exprime aussi toute la faiblesse politique dont est alors entaché le mouvement ouvrier madrilène. Plus de trente mille travailleurs manifestent, mais sur quel motif d'ordre ? Sur des motifs d'ordre revendicatifs corrects d'une part, mais aussi ceux de la participation des commissions ouvrières à l'élaboration de la nouvelle loi syndicale mise en chantier par... Solis ! L'ampleur du mouvement indique la combativité de la classe ouvrière de Madrid. Mais il traduit la force des illusions charnières par le PCE quant à la possibilité de faire évoluer le régime « de l'intérieur ».

Ce jour-là, il y eut des milliers et des milliers de travailleurs pour suivre réellement les consignes du PC et se laisser entraîner, de fait sans le comprendre, sur le terrain de la collaboration de classe avec l'Opus et Fraga Iribarne.

A partir du 27 janvier, le régime met fin brutalement à la trêve relative nécessaire au succès de la manœuvre des élections syndicales « libres » et déclenche une répression féroce. En dépit d'une série de grands mouvements engagés pour la libération des militants arrêtés (à Pegaso, Barrer, etc.) la répression prend rapidement le dessus. Endormis dans ses réflexes par la propagande tranquillisante du PCE et grisée par le « succès électoral » de septembre, la classe ouvrière de Madrid se trouvait prise à contre-pied. Au cours de 1967,

elle est contrainte de reculer pas à pas.

L'orientation imposée par le PCE en 1966-1967 sur la question de la CNS et la participation aux élections syndicales ne relève pas, comme le voudraient certains, d'une « erreur d'appréciation ».

Ainsi, la participation, une fois de plus, aux élections syndicales d'avril-mai 1971 et l'annonce, fin 1974, qu'il en serait de même en 1975, si le régime trouve la force d'organiser les élections à la date prévue, indiquent au contraire qu'il s'agit d'une politique délibérée, mûrement réfléchie.

Les commissions ont été soigneusement maintenues dans l'état de « mouvement » aux frontières et au caractère indéfini. Le PC n'a jamais travaillé à la constitution d'un syndicat indépendant de classe et a imposé, au long des dix dernières années, avec acharnement, la politique dite de « l'utilisation des cadres légaux ». A court terme, c'était livrer, d'une part, les militants les plus connus à la répression et enfermer politiquement la classe ouvrière, d'autre part, dans un cadre de pensée où le régime se présente comme une donnée immuable avec laquelle il faut apprendre à vivre. A plus long terme, la politique d'appui indéfectible du PC au syndicat vertical unique a un sens que la « loi syndicale » portugaise préparée par les scins du PC portugais vient d'éclairer complètement. S'il le peut — mais il ne le pourra pas — le PCE cherchera également, après la chute du régime à appliquer une poli-

tique identique. C'est là le sens d'une politique préparée de longue main aux dépens du prolétariat d'Espagne

### L'année 1970 et la mobilisation contre Burgos

L'année 1970 est à de nombreux égards une nouvelle année charnière dans l'évolution du prolétariat d'Espagne. Elle se termine avec Burgos mais elle a commencé avec Burgos. C'est tout d'abord la grande année de la grève générale, la grande année de la mobilisation et de la lutte pour la libération de la classe ouvrière. Elle est aussi l'année de la mise au jour de l'appareil bureaucratique du régime de Franco et de la mise en évidence de la nature de son appareil comme forme d'organisation centralisée de l'État.

Pour le régime, Burgos est une épreuve dont son sort touche à mort. D'un côté, l'ensemble des contradictions antérieures ont atteint un stade explicite, le régime a réaffirmé avec éclat sa nature exacte, mais a été en même temps contraint de reculer sur une question qui avait pourtant vu la classe ouvrière se mobiliser centralement contre lui sur une question politique.

On ne saurait sous-estimer les obstacles que la classe ouvrière a dû surmonter pour cela. La mobilisation est totale dans les provinces du pays basque, où la vie est paralysée à plusieurs reprises des jours durant par la grève générale. Elle est très

**N'OUBLIEZ PAS DE VOUS ABONNER A**

**« LA VERITE »**

(voir conditions page 2 de couverture)

forte à Pampelune et marque le point de départ de très grandes actions dans cette ville. Elle est très forte dans toute la Catalogne. Elle est effective à Séville. Dans des villes de moindre tradition et implantation ouvrière comme Saragosse, la jeunesse manifeste. Partout, le mouvement s'adosse à la mobilisation de la classe ouvrière d'Europe, en même temps qu'elle crée les conditions qui, seules, pouvaient permettre à la classe ouvrière d'intervenir internationalement.

Mais à Madrid, de nouveau, le PCE parvient à verrouiller la situation. Il engage, dès novembre, des journées d'action destinées à la fois à avertir le régime des risques qu'il encourait et à servir de contre-feu. Au moment où la classe ouvrière se mobilise dans le reste de l'Espagne, il parvient à enfermer le prolétariat dans un cadre de collaboration de classes. Les militants des commissions ouvrières sont envoyés s'enfermer avec les intellectuels petits-bourgeois dans les églises, et les tracts demandent à la classe ouvrière d'attendre jusqu'à ce que les représentants de l'aile libérale de la bourgeoisie aient donné le signal avant de s'engager dans l'action. La classe ouvrière de Madrid attend toujours... C'est la grève générale du pays basque, appuyée sur les grèves et les grandes manifestations de Catalogne, qui a décidé de la victoire. Le commandant en chef de l'armée a persuadé Franco que le recul était indispensable. Franco s'est rendu à ses raisons : le régime a plié pour la première fois à la poussée généralisée de la classe ouvrière.

Burgos marque, après 1962, la seconde étape clé de la modification dans les rapports politiques entre les classes en Espagne. L'appréciation contenue dans la résolution votée à l'initiative de l'OCL, le 13 décembre 1970 au Comité national de l'alliance ouvrière était la suivante :

« Avec les actions déclenchées pour sauver les six de Burgos, le sort du régime franquiste est scellé à plus

ou moins long terme, comme celui de de Gaulle l'avait été avec la grève générale de mai-juin 1968. La bourgeoisie espagnole déchirée, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international en crise voient avec terreur la révolution internationale du prolétariat prendre un nouvel essor en Espagne après avoir été écrasée par Franco. »

Cette appréciation a été vérifiée par les faits. Avec Burgos s'ouvre le processus de désagrégation du régime que viennent marquer les changements de gouvernement accélérés, l'élimination de l'Opus Dei, le raidissement toujours plus accentué des choix politiques, l'incapacité absolue du régime de faire autre chose que tenter de former un dernier carré, la tendance toujours plus nette de la bourgeoisie dans son ensemble — malgré la nécessité pour elle de devancer la chute du régime — à ne pas faire un pas quelconque pouvant ouvrir une brèche à l'action de la classe ouvrière et des masses.

### La politique du PCE et le changement de front vers le terrain des grèves

De ce fait, la seule politique qui s'est offerte à l'appareil du PCE a été celle consistant à mettre lui aussi tout son poids dans la balance pour retarder au maximum la venue des échéances inéluctables. En mai 1971, il lui faut donc intervenir, comme en septembre 1966, pour arracher à la classe ouvrière sa participation aux élections syndicales dans le cadre de la CNS, et interdire que, sur ce terrain, le mot d'ordre de boycott massif auquel les travailleurs étaient prêts à répondre, vienne infliger, cinq mois après Burgos, un nouveau coup au régime.

Le taux de participation aux élections de 1971 exprime assez nettement l'état des rapports au sein de la classe ouvrière. Les taux d'abstention sont considérablement plus élevés

qu'en 1966. Comme en 1966, c'est dans les bastions traditionnels du prolétariat, là où l'UGT, la CNT et le POUM ont milité pour le boycott, aux Asturies, au pays basque et en Catalogne, que l'abstention a atteint des chiffres très élevés. Il n'en reste pas se constitue à l'échelle nationale un front commun de la classe ouvrière et de ses organisations, et a épargné ainsi au régime une sérieuse défaite ouverte.

Parallèlement, la politique du Pacte pour la liberté et sa concrétisation dans le cadre de l'Assemblée de Catalogne notamment, a visé à fermer à la classe ouvrière la voie de l'action indépendante de classe pour abattre Franco. Présentée comme ouvrant des voies transitoires vers la liquidation de Franco, cette politique, dans ses diverses variantes, vise au maintien du régime en place, en bouchant au prolétariat toute autre issue que la continuation de sa subordination et son exploitation sous des formes à peine modifiées. Tel est le sens de l'alliance avec les hommes de la monarchie et de la haute-bourgeoisie catalane en particulier, et le refus absolu de s'engager dans le moindre accord avec les partis ou syndicats représentatifs de la classe ouvrière, PSOE, UGT, CNT, POUM.

Les hésitations concomitantes de ceux-ci à engager la lutte sur la ligne du front unique ouvrier et aider ainsi la classe ouvrière à briser les obstacles mis en place par l'appareil stalinien, ont laissé à celui-ci, depuis 1971-1972, tout loisir pour verrouiller la situation politique. Alors que l'ensemble des conditions nécessaires à la chute de Franco sont réunies depuis cette époque, c'est à l'interminable agonie du régime à laquelle on a assisté.

Mais ce retard n'a fait que précéder des explosions encore plus violentes car il a obligé le prolétariat espagnol à espérer, à partir du milieu de 1971, un changement de front dont

l'effet a déjà été de le pousser à commencer à combiner l'action contre le régime militaro-corporatiste et son règlement de compte avec le système capitaliste comme tel.

Analysant la manière dont la grève générale de Saint-Petersbourg de janvier 1905, ainsi que les grèves politiques de solidarité avec les travailleurs de Saint-Petersbourg au lendemain du massacre du 22 janvier, furent suivies par une phase où « l'action se rompit en une infinité de grèves locales, parcellaires, économiques, dans diverses régions, villes, professions, usines », Rcsa Luxembourg notait déjà que :

« La lutte économique, en ce cas, fut donc réalité, non par un éparpillement, un émiettement de l'action, mais uniquement un changement de front, une transformation brusque et naturelle de la première bataille générale avec l'absolutisme en une explication générale avec le capital, laquelle, conformément à son caractère, revêtit la forme de la lutte pour le salaire isolé et dispersé. »

C'est à un mouvement analogue que l'on assiste à partir de 1971 en Espagne. Mais dans le cas présent — comme en France après la trahison de la grève générale de 1968, comme au Portugal de façon répétée depuis le 25 avril — le changement de front a le sens d'une recherche, de la part de la classe ouvrière, de contourner les obstacles dressés sur son chemin par les appareils contre-révolutionnaires au premier chef celui du PC.

Bloquée dans l'effort qu'elle était prête à entreprendre pour se mobiliser directement contre le régime, la classe ouvrière a reporté tout son effort sur le plan de l'entreprise et a lancé des vagues successives de très grandes et puissantes grèves.

### Les combats du prolétariat d'Espagne de 1971...

Le signal est donné à la SEAT de Barcelone, cœur de la métallurgie ca-



car c'est de cela que dépend la suite. Le déferlement des grèves et des conflits au niveau des entreprises a servi à frapper la bourgeoisie espagnole d'immobilisme et à accélérer puissamment le mouvement de dislocation du régime. Mais ce déferlement de grèves a été impuissant à faire sauter par lui-même le verrou placé par l'appareil du PCE sur l'évolution de la situation politique et à entraîner la chute du régime. Depuis janvier 1975, il faut même dire que le mot d'ordre de la grève générale, conçu par la majorité des groupes centristes comme la panacée universelle et la clef du dénouement de la situation politique, s'est transformé en frein et en obstacle politique pour la classe ouvrière. A Barcelone, en particulier, le PCE, sous sa branche catalane le PSUC, ainsi que les commissions ouvrières officielles, ont su chevaucher les grandes grèves, notamment celle de la SEAT et s'en servir pour épuiser un instant la combativité de la classe ouvrière en les déviant, avec la collaboration totale des groupes centristes, vers un activisme stérilisant et destructeur.

Le régime se désagrège, mais il est toujours debout. Seuls des mots d'ordre politiques capables de centraliser politiquement l'intervention de la classe ouvrière et des masses sont susceptibles d'assurer sa chute en faisant pièce à la politique de défense du régime et sa continuité impulsée par Carrillo dans le cadre de la Junte démocratique.

Le régime se désagrège. Tel doit être le point de départ de toute analyse du moment présent. L'impasse de la bourgeoisie espagnole a toujours une double composante : celle tenant aux limites sociales toutes particulières qui sont les siennes et dont nous avons cherché à rappeler le contenu ; celle de ses rapports avec la classe ouvrière « réglés » pour une période par l'écrasement de 1939. En sens inverse, la lente remontée de la classe ouvrière s'est faite sur la base

de sa compréhension instinctive du caractère failli des classes dominantes espagnoles. Pendant tout un temps néanmoins, le processus de paralysie progressive de la bourgeoisie et de reconstitution moléculaire du potentiel de combat de la classe ouvrière se sont développés comme deux processus liés dialectiquement mais distincts.

Aujourd'hui, ces deux processus fusionnent. Il en est ainsi parce que la crise politique de la bourgeoisie et le mouvement de dislocation du régime ont désormais atteint un stade où ils tendent à se développer de façon mécanique, se transformant par là-même en incitation de plus en plus directe aux masses à intervenir dans la situation pour leur propre compte et par rapport à leurs propres objectifs. Ceci ne s'est pas encore produit sur le plan de l'existence du régime comme tel, mais est néanmoins manifeste à d'autres niveaux. La grève de la fonction publique qui a arrêté toute activité dans les ministères à Madrid fin janvier ne peut pas être interprétée d'une autre manière.

Le caractère mécanique désormais atteint par la crise s'exprime en même temps, qu'elle les nourrit, en des attitudes de paralysie politique. Dans les milieux politiques de la bourgeoisie, le sentiment de l'urgence de tenter de faire un pas qui cherche à devancer les événements — très exactement à devancer le moment où les masses feront irruption sur la scène politique et bouleverseront les données de la situation de fond en comble — se double du sentiment non moins aigu du fait que toute tentative dans ce sens aurait en toute vraisemblance, comme au Portugal, un résultat diamétralement contraire et ne ferait que précipiter cette irruption.

C'est de cette manière qu'il faut comprendre l'extraordinaire valse-hésitation que les hommes politiques les plus éminents — si l'on peut parler ainsi — de la bourgeoisie espagnole ont effectuée autour de la question

des associations politiques ; qu'il faut comprendre également les discussions qui ont eu lieu autour de la question de la réglementation du droit de grève (10).

## Tâches démocratiques et révolution prolétarienne aujourd'hui

La chute inévitable et prochaine du régime qu'annonce ce mouvement mécanique de désintégration interne et l'irruption consécutive des masses sur la scène politique — fortes de la longue accumulation de combativité et d'expérience que nous venons d'analyser — signifieront le début de la nouvelle révolution prolétarienne en Espagne.

Avec la chute du régime, l'ensemble des problèmes auxquels la bourgeoisie espagnole, par sa confrontation historique particulière, a été incapable de fournir une solution resurgiront avec la plus grande acuité. Toutes les conséquences du non-accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises, dont la classe ouvrière et les masses ont été contraintes de supporter le poids année après année du fait de la dictature franquiste, leur apparaîtront absolument intolérables dès que se matérialisera au grand jour la modification des rapports politiques entre les classes. Tous les problèmes laissés en suspens du fait de l'écrasement de 1938-1939 se présenteront comme autant de questions exigeant une solution immédiate. Prenons quelques exemples.

La montée du chômage et des prix, l'exigence que la classe ouvrière et les masses feront tout de suite valoir de ne pas supporter sans réagir les

conséquences de la crise économique mondiale en développement, mettront d'emblée à l'ordre du jour une série de revendications transitoires portant atteinte au capital, qui posent en même temps la question de l'indépendance nationale. En finir avec les droits exorbitants accordés aux capitaux étrangers ; porter le fer contre les banques et la grande industrie étroitement contrôlées par le capital financier ; procéder à un vaste mouvement de nationalisation pour lesquelles se posera d'emblée la question de l'indemnisation ou non ; établir un contrôle étatique strict du commerce extérieur — constituent quelques-unes des questions qui se poseront sur ce plan de façon brutale dès la chute du régime.

Comme au Portugal, d'autre part, la question de l'indépendance nationale se posera très vite sous la forme du statut des traités militaires avec les Etats-Unis, dont la portée est d'octroyer à l'impérialisme le droit d'intervenir pour défendre en dernière instance l'Etat bourgeois, aussi bien contre les dangers immédiats de « subversion interne » que des menaces extérieures.

La montée du chômage et des prix, la nécessité pour la classe ouvrière et les masses de se défendre face à la crise économique mondiale en développement, poseront également dans le même mouvement la question de la terre et celle du fardeau des impôts. L'expropriation des grandes propriétés foncières, leur organisation en fermes collectives s'imposent comme réponse au chômage à la campagne et à la rareté des produits alimentaires aux prix élevés dans les villes.

L'attention des masses se portera de même vers les monopoles qui ont sévi depuis toujours dans des domaines tels que la production sucrière. La question agraire, en un mot, resurgira avec violence, légèrement modifiée dans certains de ses termes.

(10) L'analyse des avatars de la vie politique du régime en décomposition et des luttes des différentes fractions sous le dernier gouvernement Carrero Blanco (juin-décembre 1973) et sous le gouvernement Arias Navarro exigerait un article en soi.

mais identique quant au fond, par rapport à la période 1932-1936.

L'inflation galopante, l'inégalité fiscale, l'endettement de l'Etat, le brigandage financier débridé auquel se sont livrés les groupes bourgeois ayant participé au pouvoir (rappelons simplement le scandale Matesa sur lequel la lumière ne fut jamais faite), combinés avec la situation de sous-équipement des campagnes comme des nouveaux et immenses quartiers ouvriers des grandes villes (et surtout des capitales comme Madrid et Barcelone) poseront également tout de suite la question du *gouvernement à bon marché*.

La question des nationalités, celle de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la dénonciation du Concordat, l'abolition de tous les privilèges cléricaux (notamment en matière d'enseignement), la détermination des responsabilités de l'Eglise dans l'existence du franquisme et son opposition féroce ; la question de la mise sur pied, pour la première fois, d'un système d'enseignement laïque et gratuit, assurant l'égalité d'accès, toutes ces questions se présenteront aussi — et il faudrait en faire l'analyse une à une — comme exigeant toutes, tout de suite, les solutions que la bourgeoisie espagnole a été incapable de donner dans le passé et que le franquisme n'a fait que figer.

*Mots d'ordre démocratiques, revendications transitoires et mots d'ordre nettement socialistes se combineront de façon plus explosive encore qu'en 1931 lorsque commençait la montée du prolétariat vers l'assaut révolutionnaire de 1936. En effet, même si les directions traditionnelles du prolétariat et l'appareil stalinien en particulier, parviennent, comme il est probable, à ramener le torrent tumultueux du mouvement des masses dans son lit après son premier assaut contre les institutions franquistes, l'accumulation des problèmes légués en héritage par le passé est tel, en Espagne, que la stabilisation ne*

*pourra être que de très courte durée.*

Très rapidement infiniment plus vite qu'à l'occasion de la montrée révolutionnaire de 1936-1936, *la formation du gouvernement ouvrier et paysan* se présentera comme une exigence immédiate à de vastes secteurs de la classe ouvrière et des masses. Une fois les digues du régime rompues, les revendications pendantes surgiront avec une telle acuité et simultanéité que la révolution prolétarienne apparaîtra comme la seule mesure capable de fournir une réponse d'ensemble. Telle est la « ruse » que l'histoire, pour reprendre la vieille expression de Hegel, a soigneusement préparé pour la bourgeoisie espagnole et la bureaucratie stalinienne qui se tient à ses côtés.

Mais la portée de la révolution prolétarienne en Espagne dépassera largement les frontières de ce pays. Elle sera, comme nous le rappellerons en conclusion, d'emblée de portée européenne et mondiale. Elle servira d'appel au combat à la classe ouvrière de tous les pays et d'abord à celles dont l'histoire a été la plus proche des événements d'Espagne dans les années 30.

## **Le combat contre-révolutionnaire de Carrillo**

Il faut porter au « crédit » de Carrillo, si l'on peut parler ainsi, une prescience tout à fait certaine de ces problèmes — et cela longtemps avant que le début de la révolution au Portugal soit venu accentuer la gravité de la situation espagnole et augmenter son caractère d'enjeu de la lutte des classes internationale, comme maillon et comme accélérateur dans le développement de la révolution prolétarienne en Europe.

Si l'on reprend la succession des rapports-fleuves de Carrillo au comité central ou aux congrès du PCE depuis dix ans, on peut suivre la manière

dont il serre au plus près la ligne de défense immédiate de l'Etat bourgeois en Espagne.

Dans son rapport de 1965 (« *Après Franco, quoi ?* »), Carrillo présente de longues variations sur la ligne de la révolution par étapes et l'indispensable phase démocratique bourgeoise qui suppose la collaboration avec toute une aile de la bourgeoisie (les couches non-monopolistes) avant d'engager la lutte pour le socialisme. Il y traite encore longuement de la question agraire, de celle des nationalités, de la nationalisation de la banque, etc. Il se prononce nettement pour la République.

A partir de 1967 et 1968 (année d'un rapport où Carrillo montre qu'il a saisi la portée de la grève générale française comme tournant dans la situation européenne et le potentiel révolutionnaire que constituera la jeunesse en Espagne comme en France) Carrillo ajuste la ligne d'intervention contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien espagnol. Il s'empresse de fermer les discussions dans les rangs du PCE sur l'avenir de l'Espagne, même sous la forme antérieure de la défense de l'étape démocratique bourgeoise nécessaire, pour centrer les discussions uniquement sur le segment immédiat, c'est-à-dire le passage du « franquisme au post-franquisme ». Procédé fort « réaliste », fort « concret », fort « léniniste » en apparence, mais dont le sens est de boucher aux militants toute perspective plus lointaine *même faussée*, pour les enfermer dans une discussion sur la prétendue « convergence » immédiate entre le point de vue d'une aile de la bourgeoisie soi-disant intéressée à la disparition du régime, et la classe ouvrière.

L'intervention repose sur un matraquage constant dont l'axe est la faiblesse du prolétariat. La classe ouvrière est faible. Il lui faut des alliés. Mais il n'y a pas d'alliés sans concessions, sans compromis : offrons donc des garanties à la bourgeoisie. Garan-

ties sur quelle ligne ? Sur la ligne que rien ne changera fondamentalement après la disparition de Franco, ce qui n'est qu'une autre façon d'enfermer la classe ouvrière et les militants du PCE dans l'idée que leurs luttes ne déboucheront sur aucune modification profonde. Ainsi en particulier son insistance à expliquer que l'un des premiers objectifs d'un gouvernement provisoire serait d'obtenir l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, manière particulièrement nette de dire à la classe ouvrière et au million ou plus de travailleurs émigrés que rien ne changerait pour eux.

Telle est la ligne qui se matérialise à partir du rapport de Carrillo de 1970 (« *Liberté et Socialisme* ») dans la politique du Pacte pour la liberté. Cette politique venait lier politiquement les mains à la classe ouvrière, lui boucher toute perspective d'action propre sur le plan politique, subordonner son intervention — à Madrid en particulier — au préalable des accords à conclure avec les milieux de la grande-bourgeoisie supposée favorable à la disparition de Franco. Cette politique avait pour objet d'aider le système franquiste à durer et la bourgeoisie à trouver une issue. Elle ne comportait pas encore d'appui direct aux solutions mises en avant par Franco pour assurer sa succession.

La chute du régime salazariste au Portugal l'irruption des masses portugaises et la désagrégation visible du régime franquiste obligent Carrillo à serrer de plus près encore. C'est la solution de la Junte démocratique, c'est-à-dire le soutien à la solution Juan Carlos comme barrage, si courte en soit la durée, à la montée des masses et comme point d'ancrage pour la bourgeoisie en mouvement vers sa dislocation politique.

Dans ses entretiens avec Debray et Gallo Santiago Carrillo dit à un moment donné :

« *La bourgeoisie espagnole, les forces capitalistes, ont de plus en plus confiance en la possibilité de se*



*maintenir dans le cadre d'un changement politique en Espagne. D'abord, l'Espagne est placée dans l'aire géographique occidentale. Ce changement politique va se faire sans détruire l'appareil d'Etat. Ils pensent que leur sort va être lié à celui du capitalisme européen. Autant de garanties face à un risque éventuel. Tout cela au moment où il n'y a plus d'issue pour le franquisme.»*

De la part de Carrillo, c'est là, non une appréciation de la situation réelle, mais une façon de signifier sa volonté de prendre sur lui le plus possible, de façon à aider au regroupement des forces bourgeoises frappées par le mouvement de désagrégation du régime.

Lisons Carrillo clairement : « *Ce changement politique doit (et non pas va, car Carrillo lui-même n'est plus en mesure de le garantir) se faire sans détruire l'appareil d'Etat* ». Tel est l'objectif dont le commencement de la révolution au Portugal a démontré toute la portée et par rapport auquel la bureaucratie stalinienne tend toutes ses énergies. Carrillo le définit avec le maximum de clarté et de force.

Il dit : « *Nous posons la question du passage relativement pacifique d'un système bourgeois à un autre système bourgeois. Tout cela découle de notre stratégie et on peut déjà le tirer au clair* ». Et de poursuivre : « *L'appareil d'Etat n'est plus le même appareil d'Etat fasciste qu'il y a vingt ans (...) Ce n'est plus l'appareil fasciste du passé : avec des retouches, il pourrait presque convenir à un Etat démocratique bourgeois. Dans ces conditions cette convergence momentanée peut déterminer un changement sans convulsions. Aujourd'hui nous ne voyons pas cette issue et nous travaillons à sa traduction dans les faits.* »

Laissons le « momentané » de côté. L'adjectif est destiné aux militants du PC espagnol et doit servir à les rassurer, les endormir : « *Aujourd'hui il y a convergence, mais demain, nous*

*le promettons, il n'y en aura plus, la lutte des classes à laquelle nous PCE, sommes attachés reprendra ses droits* ». Tel est le langage à l'usage des militants.

## **L'appui du PCE à la monarchie**

En attendant, Carrillo travaille comme il le dit, de toutes ses forces pour assurer la continuité de l'Etat bourgeois. Il défend donc celui-ci sous sa forme monarchique et spécifiquement sous la forme, y compris de la succession de Franco par Juan Carlos.

Le rôle historique joué par la monarchie dans la constitution de l'Etat bourgeois a été expliqué avec suffisamment de détails plus haut pour que l'on saisisse toute la portée contre-révolutionnaire de cet appui. On ne saurait sous-estimer le contenu des réponses faites par Carrillo à l'écrivain Vilallonga, « Grand d'Espagne » par sa naissance, dans la revue « Lui » :

Vilallonga : *Si j'ai bonne mémoire, la Junte démocratique aurait pris contact à plusieurs reprises avec le Comte de Barcelone ?*

Carrillo : *Une seule fois.*

Vilallonga : *Quelle en était la raison ?*

Carrillo : *Très simple. Le principe de base de la Junte démocratique est la soumission à la volonté du peuple exprimée par le truchement d'élections libres. Nous nous devons donc d'admettre la possibilité d'une monarchie voulue par la majorité des Espagnols. La Junte démocratique et le Parti communiste auraient joué en ce cas, le jeu de la démocratie avec un monarque constitutionnel à la tête de l'Etat, comme cela se passe dans certains pays nordiques. Un moment, nous avons cru que le Comte de Barcelone pouvait assumer ce rôle.*

Vilallonga : *C'est-à-dire ?*

Carrillo : *Une sorte d'arbitre à l'échelle nationale. Son fils écarté par*

nos soins, le Comte de Barcelone aurait pu accéder au trône à la mort de Franco. Une accession volontairement accessoire. Il aurait donné le pouvoir à un gouvernement démocratique — tel que la Junte le prévoit — lequel aurait organisé des élections libres dans un laps de temps de douze à dix-huit mois à partir du jour de la restauration des libertés démocratiques. Si le peuple votait pour la République, nous étions prêts à reconnaître à Don Juan un statut particulier dans le nouvel Etat. Car il aurait facilité le passage de la dictature à la démocratie sans effusion de sang.

Vilallonga : *Supposons donc, comme vous venez de le faire, qu'à la mort de Franco, Don Juan Carlos accède réellement au Pouvoir et qu'il ne soit pas question de céder la place au Comte de Barcelone. Que ferez-vous ?*

Carrillo : *Eh bien, comme je vous l'ai déjà dit, nous ne sommes pas en situation de force pour empêcher Juan Carlos de monter sur le trône. Et, même si nous le pouvions, nous n'emploierions pas la force. Nous tenons beaucoup à ce que le passage de la dictature à la démocratie se fasse sans heurts et sans désordres inutiles.* »

La formation de la Junte démocratique et le choix de son principal porte-parole bourgeois répondent exactement à cet objectif. Constituée précipitamment par Carrillo en juillet au moment où la disparition physique de Franco paraissait imminente, sans consultation (de son propre aveu) de la majorité des membres de la direction du PCE (qui ne l'ont pas désavoué bien entendu), sans consultation de la majeure partie des forces bourgeoises, avec lesquelles il avait travaillé tout au long des dix dernières années, la Junte démocratique a eu pour sens de chercher à geler l'évolution de la situation politique, en occupant précipitamment le terrain en premier, à un moment où la panique s'emparait de façon évidente des mi-

lieux politiques dirigeants de l'Etat et de la bourgeoisie à Madrid.

Le choix de Calvo Serrer ne relève pas du hasard. Longtemps conseiller particulier de Don Juan, maître à penser politique de l'Opus Dei avant d'être évincé par la couche dirigée par Lopez Rodo, auteur de plusieurs livres, en particulier « *Un Roi pour l'Espagne* », dont le contenu présente le programme le plus achevé qu'ait actuellement la bourgeoisie espagnole pour assurer la transition hors du franquisme. Calvo Serrer représente une option politique dénuée de toute équivoque.

La constitution de la Junte démocratique avec un tel personnage signifie, de la part de Carrillo, un aversissement politique d'une clarté absolue. Aux militants de son propre parti, à la classe ouvrière, la consigne donnée par Carrillo est nette et précise : personne ne doit bouger parce que rien ne doit changer.

Le passage « d'un régime bourgeois à un autre régime bourgeois » dans le cadre de la Junte démocratique, c'est l'appui à la solution imaginée par Franco dans le cadre de l'acceptation de la forme la plus traditionnelle et rétrograde de domination et d'oppression de la classe ouvrière et des masses exploitées en Espagne. Telle est la « convergence momentanée » que Carrillo propose à la classe ouvrière et aux militants qui ont rejoint les rangs du PC au nom de la lutte pour le socialisme.

C'est dans la même perspective de soutien de l'Etat bourgeois sous sa forme franquiste, qu'il faut saisir l'échec mis par le PCE à sauvegarder les structures de l'appareil syndical d'Etat, du syndicat vertical, la CNS, et à obliger ses militants à œuvrer plus que jamais, quoi qu'il leur coûte, pour que le combat de la classe ouvrière sur le plan revendicatif se moule dans « les structures lé-gales dont il faut tirer parti. »

C'est cela enfin qui conduit le PC à insister avec tant de force sur la

place que l'Eglise et l'armée doivent jouer dans « l'Espagne de demain », à multiplier les garanties qui leur sont faites de préserver l'ensemble de leurs privilèges et de leur rôle politique et social pour le compte de la défense de l'ordre bourgeois sur les mêmes bases que celles de toujours.

### **L'acquis actuel des propositions du PSOE**

A l'heure actuelle, le PSOE s'est fermement refusé à rejoindre les rangs de la Junte démocratique, en dépit des propositions, en ce sens, d'une mincrite du parti. Ce refus a déjà représenté en soi un acquis objectif, limité mais réel, pour la classe ouvrière toute entière. Il traduit le fait que le PSOE est d'ores et déjà redevenu un terrain où s'affrontent les forces de classe opposées, celles de la bourgeoisie avec un homme comme l'avocat de Madrid, Pablo Castellano, celles de la classe ouvrière, avec les cadres ouvriers qui ont reconstruit l'UCT et avec des Fédérations comme celles des Asturies et de Alava.

Cette aile ouvrière n'a pas encore su conduire le PSOE à combattre sur les mots d'ordre transitoires immédiats capables d'appeler la classe ouvrière à la lutte de façon centralisée contre Franco. C'est ainsi que le PSOE ne s'est toujours pas prononcé avec vigueur et de façon formelle pour la République. Mais cette aile ouvrière a néanmoins su défendre une orientation de classe avec la force nécessaire pour interdire tout ralliement du PSOE à la Junte démocratique et donc à l'issue monarchique et « continuiste » préparée par Franco.

Sur le plan syndical, le travail mené, d'autre part, par l'UGT est d'une très grande importance. L'existence de cette centrale comme une réalité effective dans la lutte des classes, le mouvement déjà effectué par des militants ouvriers dans toute l'Espagne (et non plus seulement dans les régions nord du pays) pour sa reconstruction, signifient un point d'appui,

demain, pour toute la classe ouvrière d'Espagne. Ils signifient en particulier que les projets préparés de longue date par Carrillo en ce qui concerne la reconversion, demain, des structures de la CNS, seront destinés à échouer à coup sûr.

Face à la pression dont le PSOE a fait l'objet de la part du PC pour qu'il prenne place dans le Pacte pour la Liberté, puis dans la Junte, l'aile qui occupe aujourd'hui la direction du parti a fait bloc avec l'aile représentée par les Fédérations du nord du pays. Il ne faut pas évidemment se méprendre sur le sens de cette position : les militants qui acceptent actuellement la ligne d'indépendance de classe le font tout autant par réflexe d'auto-défense que par fidélité retrouvée à une orientation prolétarienne. La ligne d'indépendance de classe leur paraît tout simplement la seule qui permette de maintenir à cette étape une autonomie et une physionomie propres face au PC et donc d'assurer un développement politique et numérique du parti.

Lorsque les masses auront rompu les fragiles digues de la continuité monarchique et envahi la scène politique, il est certain que le PSOE, par sa nature de parti ouvrier bourgeois, occupera une place analogue à celle qu'occupe le PS portugais aujourd'hui ou le PS chilien hier et deviendra, à un degré tout autre qu'aujourd'hui, un enjeu direct de la lutte des classes. L'importance de ses prises de positions actuelles tient au fait qu'elles traduisent d'ores et déjà l'existence d'une aile prolétarienne déterminée à ne pas se laisser faire.

A côté de celle de l'U.G.T., la reconstruction du POUM comme organisation agissante au sein du prolétariat en Espagne, serait également dans la première phase d'irruption des masses, un point d'appui important pour une politique de front unique ouvrier assurant au mouvement en avant des masses la plus grande ampleur possible.

## Les mots d'ordre transitoires immédiats

La chute du franquisme est inscrite comme une donnée objective inéluctable dans la situation. L'existence du régime reposait sur les rapports politiques spécifiques entre les classes qui sont nés de l'étranglement de la révolution espagnole de 1936 par la ligne traîtresse des Fronts populaires et de l'écrasement sanglant du prolétariat en 1939. Aujourd'hui ces rapports se sont modifiés du tout au tout comme conséquence des combats menés par le prolétariat, sans que le régime ait pu, de son côté, en raison de sa nature même, se transformer et permettre au système de domination politique de s'ajuster à la réalité de ces nouveaux rapports. C'est ainsi que le maintien en place du régime depuis Burgos n'a fait qu'exaspérer la combativité de la classe ouvrière et des masses, ce qui le conduit, de ce fait, à se raidir de plus en plus en attendant de se casser.

Demain les masses feront une irruption tumultueuse sur la scène politique. Fortes du capital d'expérience qu'elles viennent d'accumuler, la classe ouvrière et les masses renoueront avec 1936. Elles prendront appui sur les formes d'organisation autonomes qui ont déjà affleuré sous la forme des assemblées d'usine et des délégués de grève élus dans les combats des dernières années et elles construiront des comités, de nouveau sur une large échelle. Les révolutionnaires s'intégreront dans ce mouvement pour l'éclairer et faire en sorte que la première phase de la révolution voit, autant et plus qu'au Portugal, les masses porter les coups les plus rudes à l'Etat bourgeois comme tel, en s'attelant à la destruction de l'ensemble des institutions constitutives du régime militaro-corporatiste.

Telle sera la situation de demain. Mais ainsi que Trotsky l'a répété si souvent, il ne faut pas mélanger les

temps en politique. Aujourd'hui, même si Carrillo bâtit sa politique avec des matériaux politiques d'une pauvreté totale, il continue néanmoins à faire politiquement barrage au mouvement des masses et à mettre tout en œuvre pour gagner le temps qui permette à la bourgeoisie de se ressaisir quand même.

Aujourd'hui par conséquent les révolutionnaires doivent travailler à faire sauter le verrou constitué par la Junte démocratique. Ils doivent développer une orientation qui leur permette de faire des pas en avant dans le regroupement organisationnel de l'avant-garde et la construction du parti, et en même temps d'aider toute la classe ouvrière à centraliser son combat politique contre le régime et les combinaisons politiques qui cherchent à assurer sa survie.

Pas plus en juillet, lorsque Franco paraissait près de la mort, qu'aujourd'hui où il ne se survit biologiquement et physiquement qu'au prix des plus grands efforts, y a-t-il eu en Espagne une organisation, un groupe pour lancer les mots d'ordre tout simples, tout directs de : « A bas Franco ! A bas le régime ! A bas la monarchie ! Vive la République ! Assemblée Constituante ! Gouvernement ouvrier et paysan ! », c'est-à-dire une succession de mots d'ordre se centrant sur la question de l'Etat, s'insérant dans la crise politique de la bourgeoisie, ouvrant à la classe ouvrière les voies de son action politique sur la question du pouvoir.

Les porte-parole de nombreux groupes disent que les deux premiers mots d'ordre vont de soi et sont contenus dans l'ensemble de leur intervention. Mais les mots ont un sens en politique de même que l'absence explicite de certains mots d'ordre sur les banderoles à un moment politique déterminé. De nombreux groupes et courants centristes, notamment ceux se réclamant du Secrétariat unifié ou ceux influencés par les premiers, ont ordonné toute leur agitation autour du

mot d'ordre de grève générale. Mais la grève générale est un moyen d'action et non une fin en soi : en tant que moyen d'action, il lui faut un programme. En l'absence de programme, le mot d'ordre se vide de sens et le moyen d'action peut être aisément dévoyé ainsi que le PC-PSUC l'a fait à Barcelone de novembre à janvier et se transformer en moyen d'étrangler la mobilisation.

Il faut dire : « *A bas Franco ! A bas le régime !* » Si on ne le fait pas, c'est ou bien que l'on ne comprend rien à l'action politique, ou bien que l'on agit sciemment, quel que soit l'activisme déployé pour paralyser politiquement la classe ouvrière et non l'entraîner dans la voie de la destruction du régime.

Il en va des mots d'ordre comme de l'alphabet. Une fois prononcées les deux premières lettres, il faut ensuite poursuivre et dire également les suivantes. Or si les premiers mots d'ordre « vont de soi » comme le prétendent certains, il n'en va plus de même pour les suivants : « *A bas la monarchie ! Vive la République ! Assemblée Constituante ! Gouvernement ouvrier !* »

C'est parce qu'ils ne veulent pas prononcer les mots d'ordre de République, de Constituante et de gouvernements ouvrier que certains groupes qui se prétendent révolutionnaires ne s'orientent surtout pas : « *A bas Franco, A bas le régime !* »

Une fois Franco disparu se pose en effet le problème de son remplacement et si tout le monde peut s'accorder — y compris Carrillo — sur la perspective exaltante sans doute mais lointaine du socialisme, il est une tout autre question, parce qu'on touche là aux problèmes les plus immédiats les plus explosifs de la lutte des classes de dégaucher les mots d'ordre transitoires qui peuvent ouvrir à la classe ouvrière et aux masses la voie de l'action politique au niveau de la question du pouvoir politique de l'Etat du gouvernement

## Le mot d'ordre de la République

Dire : « *A bas la monarchie ! Vive la République !* » aujourd'hui, c'est répondre à une exigence profonde de la classe ouvrière et des masses, c'est défendre un mot d'ordre qui signifie, dans le cadre de l'Espagne, pour les raisons qui ont été analysées, le démantèlement de l'Etat bourgeois dans les formes historiques concrètes où il s'est constitué au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Lancer ce mot d'ordre, c'est s'engager (pour certains, le mot le plus approprié serait s'aventurer) sur le terrain de l'intervention politique révolutionnaire, en rupture avec la bourgeoisie et l'appareil stalinien.

Peu de groupes ou courants s'y hasardent. Pour camoufler leur capitulation devant l'appareil stalinien et l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise, les plus « révolutionnaires » d'entre eux se drapent du blanc manteau de la pureté programmatique, déclarant que le problème de la monarchie n'intéresse pas la classe ouvrière et que le mot d'ordre de République est un mot d'ordre « réformiste ».

La « pureté révolutionnaire » ne trouvera pas d'appui chez Trotsky. Dans « *la révolution espagnole et les tâches des communistes* », il écrit :

« *Le mot d'ordre de république est aussi, bien entendu, un mot d'ordre du prolétariat. Mais pour lui, il ne s'agit pas simplement du changement du roi par un président, mais d'une épuration radicale de toute la société des immondices du féodalisme.* »

Pour Trotsky, on le voit, la chose va de soi : « *Le mot d'ordre de république est aussi, bien entendu, un mot d'ordre du prolétariat.* » Pourquoi ? Parce que :

« *Un programme (comportant) l'association de mots d'ordre démocratiques de mots d'ordre transitoires et de mots d'ordre nettement socialistes ( ) reflète la construction contra-*

dictaire de la société historique, dé-  
coute inéluctablement de la diversité  
des tâches léguées en héritage par  
le passé. Amener toutes les contradic-  
tions et toutes les tâches à un seul  
dénominateur, la dictature du proléta-  
riat, est une opération indispensable,  
mais tout à fait insuffisante. »

Or la construction contradictoire de  
la société historique, la diversité des  
tâches léguées en héritage par le  
passé sont telles, dans le cas de l'Es-  
pagne, que le mot d'ordre de républi-  
que possède aujourd'hui plus encore  
qu'hier, l'avantage politique extraor-  
dinaire de cumuler les caractères d'un  
mot d'ordre combinant dans l'immé-  
diat des aspects transitoires et des  
aspects démocratiques et ceux d'un  
mot d'ordre débouchant demain sur la  
république ouvrière, la république des  
conseils.

L'Espagne va sortir de plus de  
trente-cinq ans de dictature militaro-  
corporatiste, d'oppression et de ré-  
pression des libertés sur tous les  
plans, sur celui de la liberté d'organi-  
sation mais aussi d'expression politi-  
que, artistique, culturelle. La classe  
ouvrière espagnole, mais aussi quasi-  
ment l'ensemble de la population, les  
masses opprimées, les étudiants, les  
intellectuels, aspirent à la liberté, aux  
plus larges libertés démocratiques.

Tout est mis en œuvre, depuis des  
années par le PCE pour transformer  
l'aspiration à la liberté et aux libertés  
démocratiques en nœud coulant inter-  
disant l'action indépendante de classe  
du prolétariat, assurant, aujourd'hui  
comme demain, sa subordination à la  
bourgeoisie. Mais c'est là précisément  
la raison du pourquoi les trotskystes  
doivent comprendre comment, « à cer-  
tains moments — ainsi que le dit le  
Programme de transition — les mots  
d'ordre démocratiques peuvent jouer  
un rôle énorme ».

Mais le concentré de tous les mots  
d'ordre démocratiques, ce sont pré-  
cisément les mots d'ordre de « Vive  
la République ! Assemblée Constituante ! » « A bas la monarchie ! Vive la

République ! Assemblée Constituante ! », et cela tout de suite, pas dans  
deux ou dix-huit mois comme le pré-  
conise Carrillo à l'instar du Portugal.

La République n'est pas, pour la  
génération qui porte le fardeau des  
luttres de la classe ouvrière et de la  
jeunesse aujourd'hui, un acte d'allé-  
gence quelconque à la république  
de 1931-39. C'est un mot d'or-  
dre qui concentre leurs aspirations à  
faire sauter les institutions franqui-  
stes, les balayer de fond en comble,  
procéder, comme le dit Trotsky, à  
« l'épuration radicale de toute la so-  
ciété des immondices », non plus seu-  
lement du féodalisme — encore qu'il  
en reste des vestiges pétrifiés dans  
les conditions analysées plus haut —  
mais aussi de celles du franquisme,  
de la phalange, de l'Eglise, de l'ar-  
mée de la dictature clérico-militaro-  
fasciste qui a étouffé les forces vives  
de l'Espagne pendant tant d'années.

Les mots d'ordre de « Vive la Répu-  
blique ! Assemblée Constituante ! » se  
remplissent ainsi d'un contenu précis :

- l'expropriation de la grande pro-  
priété foncière, des banques et des  
grands monopoles et leur nationalisa-  
tion sans indemnité ni rachat.

- la séparation de l'Eglise et de  
l'Etat et la dénonciation du Concordat  
de 1953 la laïcisation totale de l'en-  
seignement et sa prise en charge par  
l'Etat

- la solution de la question natio-  
nale moyennant la reconnaissance  
des droits les plus complets en ma-  
tière linguistique et culturelle et la  
création d'un système constitutionnel  
comportant une large autonomie des  
régions nationales.

- l'établissement d'un système  
d'impôts qui frappe pour la première  
fois en Espagne, non les pauvres mais  
les riches et la suppression du régi-  
me d'exercice actuel des capitaux  
étrangers

Ces mots d'ordre qui relèvent de  
l'accomplissement en Espagne  
des tâches démocratiques sont des  
mots d'ordre pourtant réalisables

pour la bourgeoisie, si « libérale », si « anti-franquiste », si « républicaine », si de « gauche » qu'elle puisse se prétendre. Comme le disait déjà Trotsky, ces mots d'ordre « *n'ont aucunement pour but un rapprochement du prolétariat avec la bourgeoisie républicaine. Au contraire, ils créent le terrain pour la lutte victorieuse contre la bourgeoisie de gauche, en permettant de démasquer à chaque fois son caractère anti-démocratique.* »

Mais le mot d'ordre de République n'a pas seulement le caractère de mot combinant des aspects démocratiques et des aspects transitoires pour conduire au démantèlement de l'Etat bourgeois dans la forme historique précise qu'il a prise en Espagne.

Il a également le caractère de mot d'ordre ouvrant sans solution de continuité sur les tâches socialistes, sur les conseils d'ouvriers et de paysans, leur fédération et la constitution, sur cette base — ainsi qu'il était possible de le faire en 1936 — de l'Etat-Commune. C'est ainsi qu'il ouvre directement la voie au mot d'ordre du *gouvernement ouvrier et paysan*.

Il ne s'agit pas, pour les révolutionnaires, de dresser ce mot d'ordre de gouvernement qui est le leur, et qu'il leur faudra concrétiser dès l'irruption des masses sur la scène politique, en obstacle à : « *Vive la République ! Assemblée Constituante !* » Ils savent simplement que l'enchaînement antérieur des mots d'ordre — par rapport auxquels le Front unique ouvrier se trace et sur lesquels les plus larges couches des masses exploitées et de la petite-bourgeoisie peuvent entrer dans la lutte derrière la classe ouvrière — déblayent un chemin au bout duquel il faut répondre à la question du gouvernement sous la forme du mot d'ordre de *Gouvernement ouvrier et paysan !*

Tel est l'enchaînement simple et naturel de mots d'ordre sur lesquels les révolutionnaires, là où ils sont, engagent en Espagne, sur la ligne du Front unique ouvrier, la lutte pour dé-

bloquer la situation politique et dégager une issue pour la classe ouvrière.

C'est en luttant sur cette orientation que les trotskystes engagent les premières phases du nouveau combat pour la construction du parti révolutionnaire en Espagne.

## Révolution espagnole et révolution européenne

Avec la chute du régime et l'irruption des masses en Espagne, c'est un bond en avant dans la progression de la révolution prolétarienne en Europe qui s'effectuera. Aujourd'hui, le développement de la lutte des classes en Espagne se présente comme un moment dans le mûrissement de la révolution européenne dans ses tréfonds. Demain elle en sera un maillon et une composante active déterminante.

La classe ouvrière d'Europe ressent l'existence du régime franquiste comme une plaie qui n'a jamais guéri. La révolution espagnole de 1936-1937 a été le dernier sursaut de la période révolutionnaire ouverte en Europe par la révolution de 1917. Sa défaite levait le dernier obstacle au déclenchement de la 2<sup>e</sup> guerre impérialiste mondiale et marquait avec les procès de Moscou et la consolidation définitive du régime hitlérien, le point de recul le plus profond du prolétariat à l'échelle internationale.

La révolution espagnole qui se prépare aura un sens radicalement inverse. Elle sera le second anneau de la révolution européenne en marche et marquera pleinement l'aube de la nouvelle période révolutionnaire en Europe. Avec son éclatement, c'est un ensemble de processus qui viendront à maturité dans d'autres pays et un appel à l'action qui sera donné à la classe ouvrière de tous les pays, à l'Est autant qu'à l'Ouest du continent. Tel est l'enjeu. Telle est la portée de ce qui mûrit à vive allure en Espagne aujourd'hui.

Etienne LAURENT.